N°60
NOVEMBRE 2026

Le Journal des DÉPARTEMENTS

LE MENSUEL DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE



« L'avenir de la France passera aussi par ses territoires »

Nicolas Lacroix,

Président du Conseil départemental de la Haute-Marne


picoty
solaire
Solutions solaires
clé en main pour
les collectivités
contact@picoty-solaire.fr
05 55 89 38 05
Auto-consommation
Auto-consommation collective
Revente totale
Nos équipes interviennent de l'étude du projet à l'installation
Demandez une étude solaire pour votre commune ou intercommunalité
L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Les meilleurs profils ne répondent pas aux annonces.

Ils se convainquent.
Ils s'approchent.
Ils se recrutent autrement.

FURSAC·ANSELIN

Le meilleur carnet d'adresses des territoires.

RECRUTEMENT DE CADRES DIRIGEANTS
COLLECTIVITES • METROPOLES
DEPARTEMENTS • ETABLISSEMENTS PUBLICS

PARIS - LYON 01 43 54 08 33 contact@fursac-anselin.fr
www.fursac-anselin.fr

Édito

La France a besoin de ses Départements

Il y a des rendez-vous qui dépassent le simple cadre institutionnel. Les Assises des Départements de France en font partie.

Chaque année, elles réunissent celles et ceux qui portent, partout en France, une certaine idée de l'action publique : une action concrète, proche, enracinée dans les réalités quotidiennes de nos concitoyens.

Car derrière le mot « Département », il y a bien plus qu'une collectivité territoriale.

Il y a les solidarités. Il y a nos collèges. Il y a nos routes. Il y a la protection de l'enfance, l'accompagnement du handicap et du grand âge. Il y a l'aménagement de nos territoires, leur attractivité, leur culture, leur patrimoine. Il y a surtout des femmes et des hommes qui agissent chaque jour, souvent loin du tumulte national.

À l'heure où notre pays s'interroge sur son avenir, sur l'efficacité de son organisation et sur la capacité de la puissance publique à répondre aux attentes des Français, une conviction mérite d'être rappelée avec force : **la France a besoin de ses Départements**.

Elle en a besoin parce que la proximité n'est pas une idée abstraite. Elle se vit.

Elle en a besoin parce que les grandes politiques publiques ne valent que lorsqu'elles trouvent une traduction concrète sur le terrain.

Elle en a besoin parce qu'entre l'État et nos communes, le Département demeure un point d'équilibre précieux, profondément inscrit dans notre histoire territoriale.

Les prochaines Assises seront donc un moment important.

Il faudra naturellement y parler de finances, de compétences, d'autonomie et de décentralisation. Il faudra regarder les difficultés en face. Elles sont nombreuses et personne ne gagnerait à les minimiser.

Mais il faudra aussi parler d'ambition.

Quelle place voulons-nous donner aux Départements dans la France des dix ou vingt prochaines années ? Quels moyens voulons-nous leur laisser pour agir ? Et surtout, quelle République territoriale voulons-nous construire ?

Le Journal des Départements sera une nouvelle fois au rendez-vous. Nous irons à la rencontre des présidents, des élus et de leurs équipes. Nous leur donnerons la parole. Nous raconterons leurs territoires, leurs réussites, leurs difficultés et leurs ambitions. Cette année encore davantage, nous porterons cette parole sur les réseaux sociaux, avec des formats courts capables de montrer au plus grand nombre ce que sont réellement les Départements et ceux qui les font vivre.

C'est notre mission depuis maintenant huit ans.

Nous ne sommes pas là seulement pour raconter une institution. Nous sommes là pour raconter une France. Celle des territoires, des initiatives, de l'engagement et de la proximité.

Et peut-être est-ce précisément dans cette France-là qu'il faut aujourd'hui chercher une partie des réponses aux grandes interrogations de notre pays.

Les Assises seront l'occasion de le rappeler : la France ne se construira pas sans ses territoires. Et elle ne se construira pas sans ses Départements.

Avec conviction,

Jean-Philippe Delbonnel
Président du Groupe Delbo Presse
Rédacteur en chef du *Journal des Départements*



Institut *Quorum*

ÉTUDES · OPINION

Au cœur *de l'opinion* publique.

Institut d'études, de sondages et d'opinion.

institut-quorum.fr

MESURER • COMPRENDRE • ANTICIPER • AGIR

Sommaire

08 GRAND DOSSIER -

La Haute-Marne au cœur des territoires – Grand entretien avec Nicolas Lacroix, président du Département, sur ses priorités, les enjeux de la ruralité et l'avenir des territoires.

10 SANTÉ & PROXIMITÉ -

La Haute-Marne, le soin au plus près des habitants – Médecins salariés, cabinets mobiles et modernisation des hôpitaux : les initiatives du Département.

15 SOLIDARITÉS -

La Haute-Marne, les solidarités à chaque âge de la vie – Enfance, autonomie, handicap et insertion : les priorités du Département au service de tous les habitants.

38 COMMUNICATION TERRITORIALE -

Ipanema : marques départementales et catastrophes naturelles – Comment les territoires peuvent préserver leur image, valoriser leurs actions et renforcer leur identité face aux crises.

43 TERRITOIRES & FINANCES -

AFL : devenir actionnaire de sa banque – Un modèle coopératif pour permettre aux collectivités de mieux maîtriser leur financement.

54 HABITAT & AUTONOMIE -

MonSenior et Loré : un partenariat pour faciliter le développement de l'habitat partagé et accompagné des personnes âgées au cœur de nos territoires.



Derrière *ce numéro*

Celles et ceux qui ont imaginé, écrit et façonné ce numéro du *Journal des Départements.*

LE JOURNAL DES DÉPARTEMENTS

est une Marque du Groupe Delbo Presse SAS au capital de 40 000,00€

SIÈGE SOCIAL

Grand Chambord
9 Impasse la Futaie
41220
La Ferté-Saint-Cyr

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Philippe Delbonnel

RÉDACTION - LA FERTÉ-SAINT-CYR

info@delbopresse.com
02 46 91 50 61

N° ISSN : 2823-7536

Dépôt Légal à parution : Novembre 2026

PUBLICITÉ

Pour toute information ou demande relative à des insertions publicitaires, envoyez votre demande sur l'adresse info@delbopresse.com en précisant dans l'objet : «Publicité LJD ».

MENTIONS LÉGALES

IRCS Orléans 900953415
Siret : 90095341500016
Code APE 5814Z .

Relations publiques
Les articles "Relations publiques" publiés dans les magazines du Journal des Départements sont rédigés par les partenaires commerciaux.
Les opinions exprimées ainsi que les illustrations utilisées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.

CRÉDITS PHOTOS

MIRA Studio / Chabanne Architecte ; AA GROUP ; Sodexo ; Thomas Mougeolle / AFL ; Note Thanun / Unsplash.

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation qu'elle soit intégrale ou partielle, quels qu'en soient le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans l'autorisation expresse et écrite par le magazine, sauf les cas prévus par l'article L-122-5 du code de la propriété intellectuelle.

ONT NOTAMMENT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Jean-Philippe Delbonnel, Guillaume Philippot, Lilou De Carvalho, Cory Boutet-Prieur, Simon Houdebert, Mathilde Haas, Bernard de Froment, Marc Thébault,

IMPRESSION DIFFUSION

Les magazines sont imprimés en France chez Imprimerie à Réaction
41 rue du Bréteil
33320 Eysines.

Ils sont diffusés en publipostage ciblé auprès des décideurs et remis à l'ensemble des parlementaires et aux entreprises ainsi que les collectivités des départements Français.



Entretien de Nicolas Lacroix
Président du Conseil départemental de la Haute-Marne

Monsieur le Président, vous présidez le Département de la Haute-Marne depuis 2017. Quel regard portez-vous sur le chemin parcouru et qu'est-ce qui guide votre action ?

Lorsque j'ai été élu en 2017, j'avais une conviction simple : la Haute-Marne a des atouts immenses et ne doit jamais se résigner au déclin. Depuis neuf ans, notre action s'est construite autour d'une même ambition : redonner de la confiance et construire la Haute-Marne de demain.
Nous avons investi de manière importante et lancé des projets structurants. Mais au-delà des chiffres, une méthode : être présent sur le terrain, écouter, décider et agir. Mon engagement est guidé par une valeur essentielle, la proximité. Un président de Département doit connaître son territoire, ses forces, ses difficultés et ses habitants. Cette proximité, je l'espère, est devenue ma marque de fabrique.

Au printemps 2025, vous avez bouclé votre quatrième « Marcher avec vous ». Que vous ont dit les Haut-Marnais sur ces routes ?

Ces marches sont probablement les moments où j'apprends le plus. Pendant plusieurs jours, loin des réunions et des dossiers, je prends le temps d'échanger avec celles et ceux qui vivent la Haute-Marne au quotidien.

Les habitants me parlent de leurs préoccupations, bien sûr : l'accès aux soins, les transports, le pouvoir d'achat. Mais ils me parlent aussi de leurs réussites, de leurs associations, de leurs entreprises, de leurs communes. J'y vois avant tout un territoire qui refuse le fatalisme. Les solutions ne viennent pas toujours d'en haut. Elles naissent souvent sur le terrain. C'est pourquoi nous avons fait le choix d'un Département accessible, qui accompagne les initiatives locales plutôt que d'imposer des réponses uniformes.

En octobre 2024, vous avez mis en vente la préfecture et plusieurs gendarmeries sur Leboncoin pour dénoncer l'asphyxie financière des Départements. Ce cri d'alarme a-t-il été entendu ?

Cette opération avait pour objectif de faire réagir. Les Départements font face à une équation impossible : assumer toujours plus de dépenses obligatoires avec de moins en moins de marges de manœuvre financières.

Si le message a été entendu ? Peut-être, mais les réponses sont insuffisantes. Nous avons réussi à mettre le sujet dans le débat public. Pour autant, la question du financement des collectivités n'est pas réglée.

Je reste convaincu que les territoires ruraux ont besoin de collectivités fortes. Les Départements sont souvent le dernier rempart contre les fractures territoriales. Défendre les moyens d'action des Départements, c'est défendre les services rendus aux habitants.

Vous avez obtenu le classement France Ruralités Revitalisation pour 100 % des communes haut-marnaises. Pourquoi ce combat dépasse-t-il la Haute-Marne ?

Parce que la ruralité n'est pas un problème à corriger mais une richesse à valoriser. Pendant trop longtemps, les territoires ruraux ont été considérés comme périphériques. Pourtant, ils produisent et innovent en portant une certaine idée de la qualité de vie.
L'obtention du classement FRR pour toutes les communes haut-marnaises constitue une reconnaissance concrète sans exclure nos villes moyennes. Elle offre des outils pour attirer des entreprises, soutenir l'emploi et renforcer l'attractivité.
Au-delà de la Haute-Marne, c'est un signal envoyé à toute la France rurale : nos territoires ont un avenir et méritent des politiques adaptées à leurs réalités.



Le Département a lancé son centre départemental de santé et déployé deux cabinets médicaux mobiles. Quel bilan en tirez-vous ?

Nous avons choisi d'agir là où beaucoup pensaient qu'il n'y avait plus de solutions. Le manque de médecins est une préoccupation majeure pour nos habitants.
Le centre départemental de santé et nos cabinets mobiles démontrent qu'une collectivité peut innover pour répondre aux besoins de la population. Les premiers résultats sont encourageants et montrent l'utilité du dispositif. Plus de 2500 patients ont déjà déclaré le centre comme médecin traitant. Notre objectif n'est pas de remplacer la médecine libérale mais de renforcer l'offre existante et de garantir un accès aux soins partout sur le territoire.
Je continuerai à soutenir toutes les initiatives qui permettent aux Haut-Marnais de consulter un médecin près de chez eux.

Le Département assure désormais la gestion du Mémorial Charles de Gaulle et de La Boisserie. Quelle ambition portez-vous pour Colombey ?

Colombey-les-Deux-Églises est un lieu unique. C'est évidemment un haut lieu de mémoire nationale, mais c'est aussi un formidable levier de développement pour notre territoire. Notre ambition est double : préserver l'héritage du Général de Gaulle avec l'exigence qu'il mérite et renforcer encore l'attractivité du site. Chaque visiteur qui découvre Colombey découvre également la Haute-Marne.
Nous voulons continuer à faire de ce lieu une destination incontournable, porteuse de mémoire, de transmission et de rayonnement.

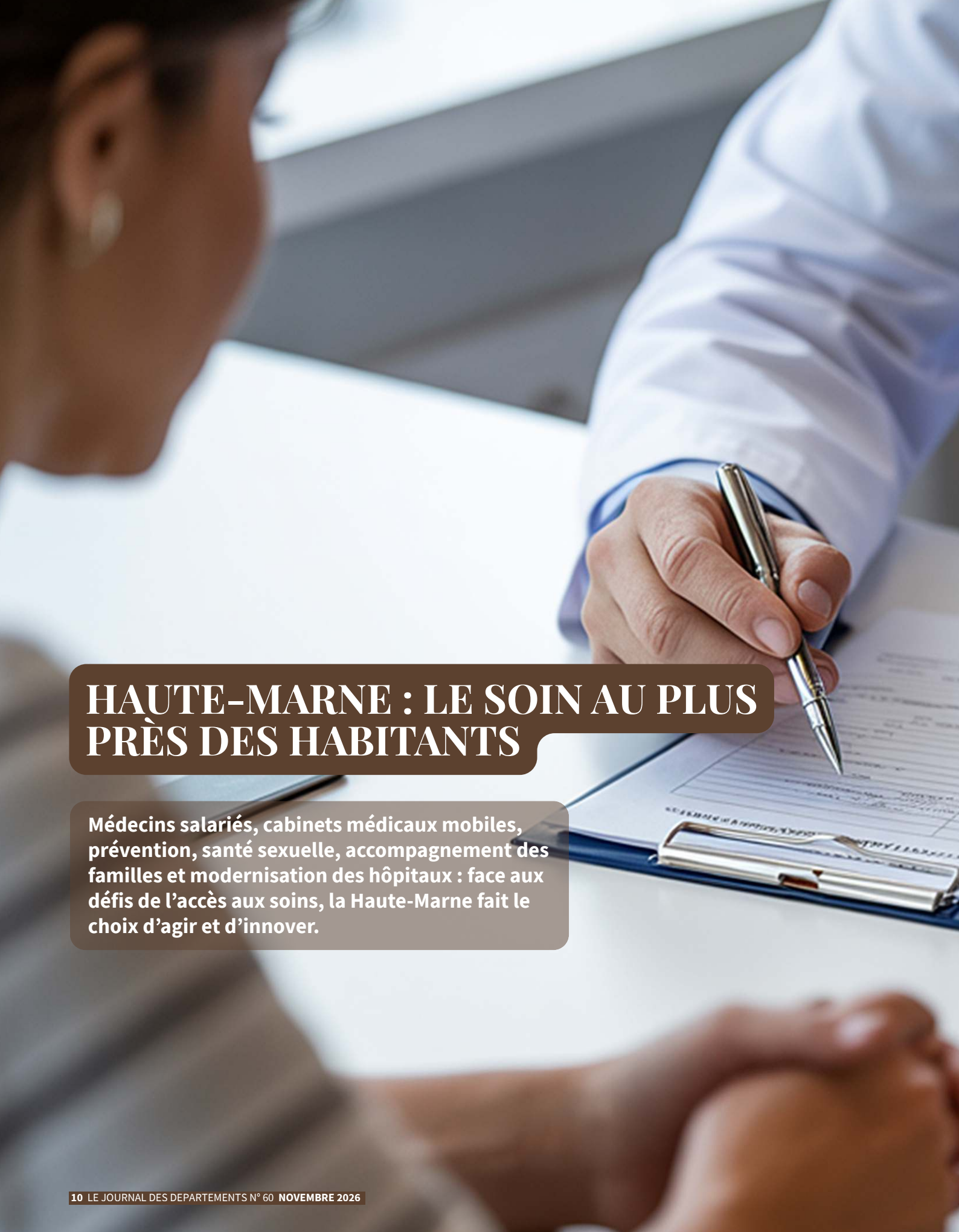
En cette rentrée, quelles sont vos priorités pour les collèges et la jeunesse ?

La jeunesse est au cœur de notre action. Notre responsabilité est de donner aux jeunes Haut-Marnais les meilleures conditions possibles pour réussir et s'épanouir.
Cela passe d'abord par des investissements importants dans les collèges, leur modernisation et leur équipement. Mais cela passe aussi par l'accompagnement éducatif, sportif, culturel et citoyen ainsi qu'une alimentation de qualité dans nos restaurants scolaires..
Le plan jeunesse que nous allons déployer vise à offrir davantage d'opportunités aux jeunes et à leur donner envie de construire leur avenir en Haute-Marne.

Quelles priorités souhaitez-vous encore faire avancer d'ici la fin du mandat ?

Je veux poursuivre quatre grandes priorités : agir pour l'attractivité de la Haute-Marne, faire de la jeunesse un pilier de notre action, adapter nos politiques au changement climatique, renforcer nos politiques de solidarités humaines et territoriales.

Les Départements sont la bonne échelle pour agir de manière adaptée aux besoins, pour peu qu'on leur en donne les moyens. Nous continuerons à la faire en Haute-Marne.



HAUTE-MARNE : LE SOIN AU PLUS PRÈS DES HABITANTS

Médecins salariés, cabinets médicaux mobiles, prévention, santé sexuelle, accompagnement des familles et modernisation des hôpitaux : face aux défis de l'accès aux soins, la Haute-Marne fait le choix d'agir et d'innover.

SANTÉ



Une politique de santé qui va au-devant des Habitants

La santé innover pour mieux soigner

L'accès aux soins est devenu l'un des enjeux majeurs des Français. En Haute-Marne, le vieillissement de la population, les difficultés de renouvellement des médecins et les distances qui séparent certains habitants des structures de santé imposent de nouvelles réponses.

Le Conseil départemental a choisi de ne pas subir cette situation. Depuis 2023, il conduit une politique volontariste pour renforcer l'offre médicale, soutenir les professionnels et développer des solutions adaptées aux réalités d'un département rural.

Le centre de santé départemental : Une nouvelle façon d'agir

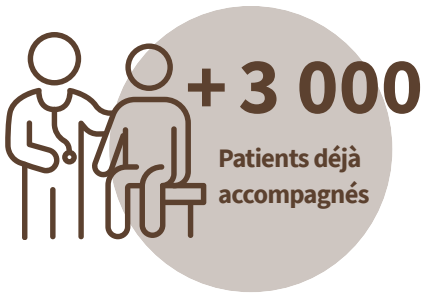
Le Département a fait le choix d'un modèle peu courant : assurer un renfort salarié aux cabinets libéraux dans un exercice mixte.

L'objectif est double : **apporter immédiatement une réponse aux habitants qui rencontrent des difficultés pour trouver un médecin traitant et créer des conditions favorables à l'installation durable de professionnels de santé.**

Le Centre de santé départemental s'appuie aujourd'hui sur des consultations fixes dans des cabinets traditionnels, ainsi que sur deux cabinets médicaux mobiles. Les médecins salariés alternent entre ces différents lieux afin d'assurer une présence médicale régulière et coordonnée.

> « Plus de 2000 patients ont déclaré un centre de santé comme médecin traitant. »
>
> ***Nicolas Lacroix, président du Conseil départemental de la Haute-Marne***

Ce fonctionnement permet également de libérer les médecins d'une partie des tâches administratives, grâce à l'intervention d'assistantes médicales et de personnels dédiés. Une organisation pensée pour que le temps médical soit consacré en priorité aux patients.



Depuis sa création, le dispositif a déjà accompagné **plus de 3 000 patients.**

Plus de 2000 patients ont déclaré un centre de santé comme médecin traitant.

En 2025, près de **5000 consultations** avaient été réalisées, en présentiel, en téléconsultation ou à domicile.

LA MÉDECINE VIENT AUX HABITANTS



Deux cabinets mobiles pour une médecine qui va au-devant des territoires

Depuis fin 2025, deux cabinets médicaux mobiles sillonnent la Haute-Marne pour permettre aux habitants des communes les plus éloignées des structures de soins de consulter sans avoir à parcourir plusieurs dizaines de kilomètres.

Le principe est simple : le cabinet s'installe pour une journée dans une commune partenaire. Le patient choisit son lieu et son créneau de consultation. Le médecin salarié du Département assure ensuite la consultation, accompagné d'un assistant médical.

Chaque camion peut permettre **30 à 40 consultations par jour**.

Entièrement autonomes en eau, électricité et connexion 4G, les unités sont également accessibles aux personnes à mobilité réduite grâce à une plateforme adaptée.

> « C'est notre volonté d'aller aux quatre coins du Département, au plus près des habitants, dans les territoires les plus éloignés des grands centres. »
>
> ***Nicolas Lacroix, président du Conseil départemental de la Haute-Marne***

Plus qu'un cabinet : un outil de prévention

Les cabinets mobiles ne sont pas uniquement destinés à la médecine générale.

Le Département élargit progressivement leur utilisation à des actions de **prévention, de dépistage et d'accompagnement en santé**. Des professionnels spécialisés, notamment des sages-femmes, des conseillères conjugales et familiales et des puéricultrices, peuvent intervenir directement dans ces unités.

L'objectif : faire des cabinets mobiles de véritables points d'entrée dans le parcours de santé.

e-Haute-Marne Santé : l'innovation au service du parcours de soins

La réponse départementale ne repose pas uniquement sur la présence physique de professionnels.

Avec **e-Haute-Marne Santé**, le Département participe depuis 2020 au programme e-Meuse Santé, consacré à l'expérimentation de solutions innovantes en santé. Téléconsultation, maintien à domicile, accompagnement des personnes âgées, périnatalité, nutrition ou encore outils de coordination : l'objectif est d'expérimenter de nouvelles façons de prévenir, d'accompagner et de soigner.

Le numérique ne remplace pas le médecin. Il peut en revanche rapprocher le patient du bon professionnel et faciliter son parcours.



PRÉVENIR, ACCOMPAGNER, PROTÉGER

La santé commence bien avant la consultation médicale

Agir pour la santé, ce n'est pas seulement répondre à une urgence médicale. C'est aussi prévenir, informer, dépister et accompagner les habitants à chaque étape de leur vie.

C'est tout le sens de l'action menée par les services départementaux de **Protection maternelle et infantile (PMI)** et par les **Centres de santé sexuelle.**

PMI : Prendre soin dès le plus jeune âge

La PMI accompagne les familles avant et après la naissance, puis jusqu'aux six ans de l'enfant.

Ses équipes — médecins, sages-femmes, infirmières-puéricultrices et conseillère conjugale et familiale — interviennent dans les quatre secteurs des solidarités du Département.

Consultations médicales de prévention, vaccinations, accompagnement de la grossesse, visites à domicile, soutien à la parentalité, bilans de santé en école maternelle : la PMI intervient au plus près des familles.

L'approche est volontairement globale. Alimentation, sommeil, développement de l'enfant, motricité, langage, éveil ou relations parents-enfants font partie des sujets abordés.

Parce que **prévenir tôt, c'est aussi éviter que les difficultés ne deviennent plus lourdes demain.**

Santé sexuelle : informer pour mieux prévenir

À Chaumont, Langres, Saint-Dizier et Joinville, les Centres de santé sexuelle départementaux proposent un accueil, une écoute et des consultations autour de la vie affective et relationnelle, de la contraception et de la sexualité.

Contraception, tests de grossesse, contraception d'urgence, dépistage des infections sexuellement transmissibles, information sur l'IVG ou encore entretiens de conseil conjugal : ces consultations sont gratuites, anonymes et confidentielles.

Le dispositif s'adresse à tous, avec une attention particulière portée aux jeunes.

En 2024, les sages-femmes des Centres de santé sexuelle ont notamment réalisé 134 consultations, dont 80 liées à la contraception et 46 aux infections sexuellement transmissibles.

LA PRÉVENTION ENTRE DANS LES CAMIONS

ATTIRER LES MÉDECINS, C'EST AUSSI PRÉPARER L'AVENIR

L'action du Département commence également bien avant l'installation d'un professionnel.

Depuis 2010, des logements sont mis à disposition des étudiants en santé effectuant leurs stages en Haute-Marne. Des aides au transport viennent compléter ce dispositif. L'Agence départementale d'attractivité organise également des week-ends d'accueil et d'accompagnement des médecins ou étudiants pour les faire découvrir et apprécier la Haute-Marne.

Chaque année, plusieurs dizaines d'étudiants peuvent ainsi être accompagnés.

L'objectif est simple : faire découvrir le territoire aux futurs professionnels pour leur donner envie d'y revenir.

La politique de santé devient ainsi aussi une politique d'attractivité.

> « Agir pour la santé, c'est agir pour l'égalité des territoires. »
>
> ***Nicolas Lacroix, président du Conseil départemental de la Haute-Marne***


Projection du futur hôpital de Chaumont

© MIRA Studio / Chabanne Architecte


Projection du futur hôpital de Langres

© AA GROUP

PRÉPARER L'HÔPITAL DE DEMAIN


Hôpital de Bourbonne-les-Bains

20 lits supplémentaires pour renforcer l'établissement

156 millions d'euros pour transformer l'offre hospitalière

L'accès aux soins de proximité passe aussi par des établissements hospitaliers modernes, adaptés aux besoins des habitants et capables d'attirer les professionnels.

En Haute-Marne, ce sont trois projets complémentaires qui sont engagés à **Chaumont, Langres et Bourbonne-les-Bains.**

Sur les **156 M€** dédiés à ces trois opérations, **56 M€ sont portés par le Département et le GIP Haute-Marne.** Une mobilisation exceptionnel pour une collectivité qui n'a pas de compétence obligatoire en matière hospitalière.

L'ambition est de construire une nouvelle organisation de soins pour le centre et le sud du département, en lien avec le CHU Dijon-Bourgogne.

Portée par le CHU et l'Etat, cette réorganisation inédite représente un investissement majeur pour un territoire comme la Haute-Marne. Sans l'implication des collectivités, un tel projet n'aurait pas pu voir le jour.

Cet exemple montre que le choix de l'action permet de rendre possible des projets portés parfois par des administrations dans des domaines relevant pourtant des compétences de l'Etat.

56 M€

C'est le montant porté par le Département et le GIP Haute-Marne sur les 156 M€ estimés pour les trois projets hospitaliers.

Conclusion

La santé, une question de proximité et d'avenir

Médecins salariés, cabinets mobiles, prévention, innovation numérique, soutien aux étudiants, santé maternelle et infantile, santé sexuelle, nouveaux hôpitaux : la politique départementale de santé ne repose pas sur une réponse unique.

Elle repose sur un principe : **agir à tous les niveaux pour que le lieu de résidence ne détermine jamais la qualité de l'accès aux soins.**

Dans les villages comme dans les villes, auprès des familles comme des personnes âgées, dans les cabinets comme dans les établissements hospitaliers, le Département construit progressivement une offre plus accessible, plus coordonnée et plus proche.

Parce qu'en Haute-Marne, **prendre soin du territoire, c'est d'abord prendre soin de ceux qui y vivent.**

HAUTE-MARNE : LES SOLIDARITÉS À CHAQUE ÂGE DE LA VIE



De l'enfance au grand âge, de l'accompagnement vers l'emploi à l'aide aux personnes en situation de handicap, le Département fait de la solidarité une politique de proximité, pensée pour tous les Haut-Marnais.

SOLIDARITÉS



UNE SOLIDARITÉ AU PLUS PRÈS DES HABITANTS

La collectivité des solidarités humaines et territoriales

La solidarité est au cœur de l'action du Département de la Haute-Marne. C'est avant tout l'idée d'une présence : être là lorsque les habitants en ont besoin, accompagner les familles, protéger les enfants, soutenir les personnes fragilisées, prévenir la perte d'autonomie et permettre à chacun de retrouver sa place dans la société.

Mais cette solidarité ne s'arrête pas aux situations individuelles. Dans un territoire rural, elle est aussi une question d'équilibre entre les communes, d'accès aux
services et de capacité à accompagner les territoires dans leurs propres projets.

Une même ambition guide l'action départementale : faire en sorte que le lieu où l'on habite ne soit jamais un obstacle pour accéder à ses droits ou bénéficier d'un accompagnement.

> « La solidarité, c'est être présent au moment où les habitants en ont besoin, mais aussi anticiper les difficultés pour éviter les ruptures de parcours. Notre responsabilité est de construire des réponses simples, accessibles et adaptées à chaque situation. »
>
> ***Rachel Blanc, 1ère Vice-présidente du Conseil départemental, chargée des Solidarités, de l'insertion sociale, de la protection de l'enfance et de la santé***

Une politique qui place l'habitant au centre

Pour rapprocher les services des habitants, le Département développe une véritable logique d'**« aller vers ».**
Les Maisons des solidarités, les Maisons du Département et la Maison départementale des personnes handicapées constituent des points d'accueil essentiels. Les professionnels départementaux assurent également des permanences dans les communes pour permettre aux habitants de rencontrer directement les équipes, au plus près de leur lieu de vie.

Cette proximité est complétée par de nouveaux dispositifs : le **Bus de l'autonomie**, l'accueil familial **« En vadrouille »**, ou encore les cabinets médicaux mobiles.

Le principe est simple : **ce n'est plus toujours à l'usager de venir chercher le service public ; le service public doit aussi savoir venir à lui.**

Un accès aux droits plus simple

Le Département a également développé une réponse multimodale pour faciliter les démarches.

Numéro Vert gratuit, téléservices pour les demandes d'aide à l'autonomie, boîtes mail dédiées et professionnels répartis sur l'ensemble du territoire permettent de multiplier les portes d'entrée, tout en conservant une présence humaine.

Cette organisation répond à un objectif : **rendre les politiques sociales plus lisibles et éviter que la complexité administrative ne devienne un frein à l'accès aux droits.**



L'« aller vers », concrètement

MAISONS DES SOLIDARITÉS

Un accueil et un accompagnement social au plus près des habitants.

PERMANENCES LOCALES

Des professionnels présents dans les communes pour accompagner les habitants.

MAISONS DU DÉPARTEMENT

Des services publics davantage implantés dans les territoires.

BUS DE L'AUTONOMIE

Des solutions et des conseils directement auprès des personnes âgées et de leurs proches.

S'adapter aux nouveaux enjeux

Les métiers de la solidarité évoluent eux aussi. Le Département accompagne ses agents dans cette transformation, notamment avec la formation **aux premiers secours en santé mentale**, pour mieux répondre aux fragilités contemporaines.

Dans le cadre du RSA, une autre approche est expérimentée : un chargé de mission bénévolat permet aux bénéficiaires de retrouver progressivement une dynamique d'activité à travers des engagements utiles au territoire. Cela s'ajoute aussi à des dispositifs construits avec des partenaires pour inciter à un retour vers l'emploi. Vendanges, participation à des événements culturels ou soutien dans les collèges : ces expériences peuvent constituer une première étape vers la reprise d'activité.

Parce que l'insertion ne se résume pas à retrouver un emploi : elle commence aussi par retrouver confiance, rythme et utilité.



AUTONOMIE : POUR UN VRAI DROIT À L'AUTONOMIE

Vieillir en Haute-Marne : prévenir, adapter, accompagner

La Haute-Marne connaît une réalité démographique exigeante : le vieillissement de sa population. Le département connaît la situation que connaîtra le pays dans quelques années.

Face à cette évolution, le Département fait le choix d'anticiper. L'enjeu n'est pas uniquement de prendre en charge la perte d'autonomie lorsqu'elle survient, mais de permettre aux personnes âgées de conserver le plus longtemps possible leur liberté de choix et leur qualité de vie.

Cette politique s'appuie sur une vision globale du parcours résidentiel : **rester chez soi, adapter son logement, bénéficier d'un accueil familial, rejoindre un habitat inclusif ou intermédiaire, une résidence autonomie ou un EHPAD selon ses besoins.**

Prévenir la perte d'autonomie

La Commission des financeurs constitue l'un des outils majeurs de cette politique.

Ses concours permettent notamment de soutenir l'adaptation des logements, de financer des aides techniques et de développer des actions collectives de prévention.

Avec le **Bus de l'autonomie**, les habitants peuvent également bénéficier de conseils et découvrir des solutions concrètes pour adapter leur environnement quotidien.

Le Département agit aussi en direction des proches aidants, souvent indispensables au maintien à domicile mais eux-mêmes confrontés à l'isolement et à l'épuisement.

Prévenir, c'est permettre à chacun de rester acteur de son parcours.

Un observatoire pour faire progresser les pratiques

À l'initiative du Président du Département, un **Observatoire des établissements d'hébergement pour personnes âgées** a été créé afin de promouvoir les bonnes pratiques et d'accompagner les établissements dans l'amélioration de la qualité d'accueil.

Des journées thématiques sont organisées avec l'appui de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Elles permettent de faire dialoguer les professionnels des établissements avec celles et ceux qui connaissent concrètement le quotidien de ces structures.

Une attention particulière est également portée à l'engagement d'une centaine de bénévoles, dont les témoignages contribuent à nourrir cette réflexion collective.

L'autonomie ne se résume pas à une prestation : elle suppose un environnement, des professionnels, des proches et des solutions coordonnées.





EHPAD de Montigny-le-Roi

Un handicap : garantir l'autonomie et l'inclusion

La politique départementale de l'autonomie concerne également les personnes en situation de handicap.

Le schéma de l'autonomie vise à améliorer l'accès à l'information, renforcer la prévention, fluidifier les parcours et soutenir les proches aidants.

L'enjeu est de permettre à chacun de construire son projet de vie avec les accompagnements adaptés, sans multiplier les ruptures entre les différents acteurs.

La **Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** joue dans cette organisation un rôle essentiel pour informer, orienter et accompagner les personnes dans leurs démarches.

CHIFFRE CLÉ



1/3

Un tiers de la population haut-marnaise a 60 ans ou plus.

Cette réalité démographique impose d'anticiper dès aujourd'hui les besoins de demain : logement, mobilité, santé, accompagnement, services et maintien du lien social.

Des métiers essentiels à valoriser

Cette évolution démographique représente aussi un enjeu économique.

Les métiers de l'aide à domicile et des services à la personne font partie de ces métiers **« non dématérialisables »** qui répondent à des besoins croissants et ne peuvent être remplacés par le numérique malgré ses apports.

Le Département souhaite mieux les faire connaître et créer des passerelles, notamment pour les jeunes et les personnes engagées dans un parcours d'insertion.

Ces métiers offrent des emplois utiles, qualifiés et évolutifs. Prendre soin des autres, c'est aussi construire des emplois et préparer l'économie sociale de demain.



EHPAD de Poissons



Remise de diplômes pendant la journée des assistants familiaux organisée au Département

ENFANCE : PROTÉGER, INSÉRER, DONNER LES MOYENS D'AVANCER

Une politique sociale juste

La ligne est claire : être juste en aidant ceux qui en ont besoin tout en luttant contre les fraudes. L'objectif est de mener une politique sociale loin des caricatures. Chaque euro repris à la fraude servira à la protection de l'enfance et au soutien des aînés.

Chaque enfant doit pouvoir construire son avenir

Premier des budgets des solidarités, la protection de l'Enfance est la mission la plus sensible du Conseil départemental.

À travers sa politique de protection de l'enfance, le Département intervient auprès des enfants et des familles lorsque des difficultés risquent de compromettre leur sécurité ou leur développement.

L'objectif est autant de protéger que d'éviter les ruptures de parcours.

Le schéma Enfance, Jeunesse et Insertion a ainsi renforcé les interventions éducatives et prévu, depuis 2021, des solutions de repli en cas de crise familiale.

149 places d'hébergement et 200 places d'accompagnement à domicile ont été créées.

Ces solutions permettent d'adapter la réponse à chaque situation et de privilégier, lorsque cela est possible, l'accompagnement de l'enfant dans son environnement.

Protéger sans rompre les parcours

L'accompagnement de l'enfance repose sur une exigence : intervenir suffisamment tôt pour éviter que les difficultés ne s'installent.

Cela suppose de travailler avec les familles, les professionnels de l'éducation, les acteurs médico-sociaux et l'ensemble des partenaires.

Le Département assume ici pleinement son rôle de chef de file des solidarités : **coordonner, prévenir les ruptures et construire des réponses adaptées.**

UNE SOLIDARITÉ QUI CRÉE DU LIEN

ENFANCE
Protéger, prévenir les ruptures et accompagner les familles.

AUTONOMIE
Permettre à chacun de choisir son mode de vie et de préserver son indépendance.

INSERTION
Construire des parcours vers l'activité et l'emploi.

HANDICAP
Simplifier les démarches et favoriser l'inclusion.

AIDANTS
Soutenir celles et ceux qui accompagnent au quotidien.

La solidarité territoriale : soutenir aussi ceux qui font vivre les communes

La solidarité départementale est également territoriale.

Le Conseil départemental accompagne les communes dans leurs projets grâce à des aides financières et à une offre d'ingénierie destinée à leur apporter l'expertise technique dont elles ne disposent pas toujours en interne. Un Plan Cap 2030 est d'ailleurs déployé avec 45 millions d'euros dédiés.

Cette logique concerne aussi la modernisation des services publics.

Avec **SPL X Démat**, le Département apporte un outil pour les collectivités dans leur transformation numérique en leur proposant des solutions de dématérialisation à des tarifs compétitifs.

Le Département est également partie prenante du **Syndicat Haute-Marne Numérique**, qui permet aux communes de déployer des capteurs connectés pour suivre les consommations d'eau ou d'électricité, détecter des ouvertures ou encore améliorer le pilotage de leurs équipements.



Cabane sensorielle à la médiathèque



Atelier numérique à la médiathèque

Lire, apprendre, participer

La cohésion sociale passe enfin par l'accès à la culture et aux savoirs.

Le schéma de développement de la lecture publique organise l'offre à l'échelle départementale et s'appuie sur un réseau de bibliothèques et la Médiathèque départementale qui apportent un fond documentaire.

Depuis 2022, le label national **« Premières Pages »** permet notamment de favoriser l'accès au livre dès le plus jeune âge.

Parce que la solidarité, c'est aussi **donner à chacun les moyens de comprendre, d'apprendre et de participer pleinement à la vie collective.**



2027 : UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LES SOLIDARITÉS

Un seul schéma pour mieux répondre à tous les besoins

À partir du **1er janvier 2027**, trois schémas départementaux consacrés à l'autonomie, à l'enfance et à l'insertion laisseront place à un **Schéma départemental des solidarités 2027-2030.**

Cette évolution traduit une volonté : sortir d'une logique de politiques publiques séparées pour construire une approche plus simple, plus efficace et davantage centrée sur les habitants.

Autonomie, enfance, insertion, santé, mobilité, habitat, culture, sport, engagement associatif ou alimentation : les politiques départementales jusqu'à alors scindées doivent pouvoir répondre à des situations qui, dans la réalité, ne se découpent jamais en cases administratives.

Un habitant peut être à la fois parent, aidant, demandeur d'emploi, locataire ou propriétaire, confronté à un problème de mobilité ou de santé. L'action publique doit partir de cette réalité.

Cette nouvelle démarche a été construite avec les partenaires et les citoyens afin de mieux prendre en compte les besoins exprimés sur le terrain.

Le Département entend ainsi renforcer son rôle d'**ensemblier** : réunir les acteurs, coordonner les réponses et faire travailler ensemble les politiques publiques.

> « Notre ambition est simple : que chaque Haut-Marnais puisse trouver une réponse adaptée à sa situation, sans avoir à se perdre dans la complexité des dispositifs. »
>
> ***Rachel Blanc, 1ère Vice-présidente du Conseil départemental, chargée des Solidarités, de l'insertion sociale, de la protection de l'enfance et de la santé***

Faire de l'autonomie une liberté

Le vieillissement de la population impose également de repenser l'autonomie.

Le Département souhaite affirmer un véritable **droit à l'autonomie et à un accompagnement dans la dignité**, quel que soit le lieu de résidence.

Cela passe par une meilleure coordination entre les professionnels de santé, les acteurs sociaux et médico-sociaux, les collectivités, les associations et les familles.

Qu'il s'agisse du maintien à domicile, de l'habitat, de l'accueil familial ou des établissements spécialisés, l'enjeu est de proposer des parcours plus fluides. Le Conseil départemental est l'acteur central.

Les proches aidants doivent eux aussi trouver leur place dans cette organisation, avec des solutions de soutien et de répit.



Groupes de travail pour le Schéma Global des Solidarités



La mobilité : une condition de l'autonomie

En zone rurale, la distance peut rapidement devenir une barrière à l'emploi, aux soins ou à l'accès aux droits.

Le Département souhaite poursuivre la promotion du **transport à la demande** grâce à la cartographie interactive existante et travailler avec la Région dans le cadre des **Plans d'Action Mobilité Solidaire (PAMS).**

Il entretient près de 4000 km de routes départementales avec un budget de plus de 23 millions d'euros.

Permettre à une personne de se déplacer, c'est parfois lui permettre de travailler, de se soigner, de faire ses courses ou simplement de conserver son autonomie.

Demain, une solidarité encore plus proche

Le Conseil départemental de la Haute-Marne ouvre de nouveaux lieux d'accueil et d'accompagnement du public. De nouvelles **Maisons du Département** constitueront l'une des traductions concrètes de cette volonté de proximité.

Elles permettront de renforcer les relais locaux et de rapprocher encore davantage les services des habitants, notamment dans les secteurs ruraux.

L'objectif est de faire évoluer l'action publique sans perdre ce qui fait sa force : **la présence humaine, l'écoute et la connaissance des réalités locales.**

L'ESSENTIEL À RETENIR

SIMPLIFIER
Un cadre global pour rendre les politiques de solidarité plus lisibles.

COORDONNER
Un Département ensemblier qui rapproche les acteurs et évite les ruptures de parcours.

ANTICIPER
Prévenir la perte d'autonomie, l'exclusion et les difficultés avant qu'elles ne deviennent des crises.

RAPPROCHER
Déployer les services au plus près des habitants et lutter contre les fractures territoriales.



Inauguration de la première Maison du Département à Langres



HAUTE-MARNE : LE COLLÈGE AU PLUS PRÈS DES JEUNES

23 collèges publics, 6 374 collégiens à la rentrée 2026 : en Haute-Marne, le Département fait le choix d'investir massivement dans l'éducation pour donner à chaque jeune les meilleures conditions de réussite.

COLLÈGES



INVESTIR POUR LA RÉUSSITE DE CHAQUE ÉLÈVE

Un choix fort : investir dans nos collèges

La jeunesse est un axe majeur des caps fixés par les élus. Dans un département confronté à une baisse démographique, chaque jeune compte davantage encore et offrir des perspectives à tous est essentiel.

Donner aux collégiens les moyens d'apprendre, de s'épanouir et de construire leur avenir constitue donc un investissement pour le territoire tout entier.

Le Département assume pleinement ce choix. **La Haute-Marne est aujourd'hui l'un des départements français qui investit le plus pour ses collèges, avec plus de 2 500 € consacrés en moyenne chaque année par collégien.** Cette performance place le territoire très nettement au-dessus de la moyenne nationale.

Cet effort se traduit concrètement par des établissements entretenus, rénovés et équipés, mais aussi par des moyens consacrés au numérique, à la restauration, aux équipements pédagogiques et au bien-être des élèves.

À la rentrée 2026, **6 374 collégiens sont accueillis dans les 23 collèges publics de Haute-Marne.**

> « Notre responsabilité est de donner à chaque jeune les mêmes chances de réussir, quel que soit le collège dans lequel il étudie et quel que soit l'endroit où il habite. »
>
> ***Véronique Michel, 3e Vice-présidente du Conseil départemental, chargée de la Vie collégienne et de l'e-administration***

23 collèges : le choix de la proximité

Investir dans les collèges, c'est aussi faire un choix d'aménagement du territoire.

Dans une Haute-Marne rurale, le Département assume le maintien des collèges de proximité, y compris lorsque les effectifs sont plus modestes.

Parce qu'un collège ne représente pas uniquement un bâtiment scolaire. Il fait vivre un bassin de vie, maintient des services publics et permet aux familles de préserver un quotidien à taille humaine.

La proximité est une chance pour les élèves et une force pour les territoires.

Le Département poursuit ainsi les rénovations et les constructions nécessaires pour garantir partout des conditions d'accueil de qualité.

LE CHIFFRE À RETENIR



La Haute-Marne figure en tête du classement national pour les dépenses consacrées aux collèges, fonctionnement et investissement compris.

Des collèges modernes pour des élèves qui le sont aussi

Cet effort d'investissement concerne aussi les usages.

Les collèges haut-marnais disposent d'un niveau d'équipement numérique parmi les plus élevés de France. **Environ un équipement informatique est disponible pour deux élèves,** contre environ un pour quatre au niveau national.

Classes mobiles, ordinateurs, tablettes, écrans interactifs, environnement numérique de travail : les outils sont là pour accompagner les apprentissages et préparer les élèves aux compétences dont ils auront besoin demain.

La **Webothèque**, médiathèque numérique, donne également accès à des ressources culturelles et éducatives.

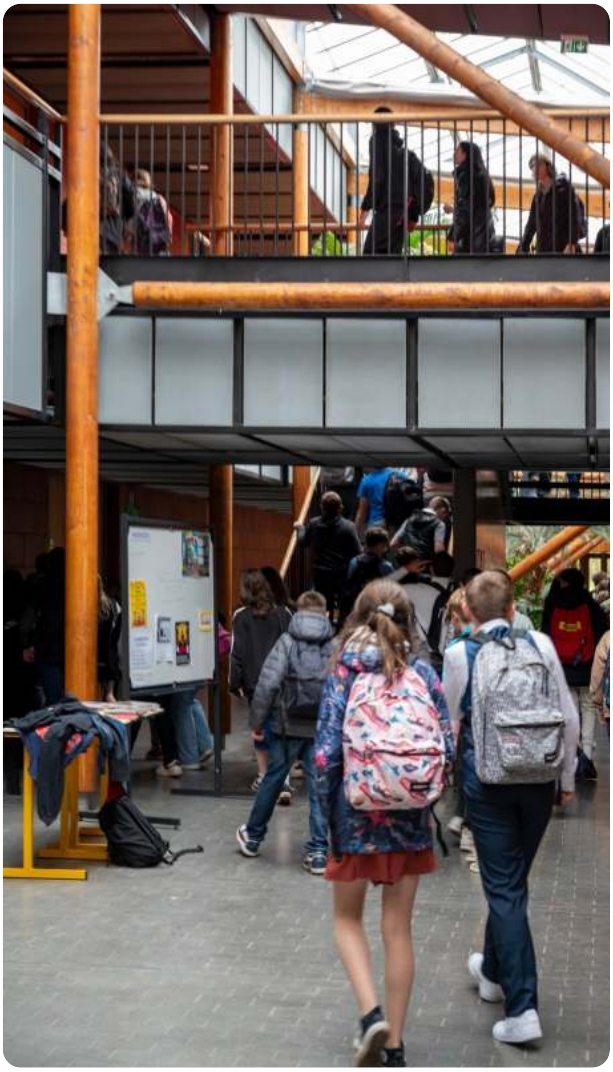
Mais le numérique doit rester un outil au service de l'élève. C'est pourquoi le Département accompagne également des démarches autour d'un usage plus raisonné des écrans, comme l'expérimentation **« Portable en pause »** menée au collège de Nogent.

35 M€ pour la jeunesse

Sur la durée du mandat, plus de **35 M€ ont été investis en faveur de la jeunesse.**

Collèges, équipements, sport, culture, mobilité, santé, insertion : cet effort traduit une ambition plus large que la seule rénovation des bâtiments.

Créer les conditions de la réussite aujourd'hui, c'est préparer la Haute-Marne de demain.





Collège de La Noue à Saint-Dizier

Apprendre autrement

L'éducation ne s'arrête pas à la salle de classe.

Le Département accompagne les sections sportives, les projets culturels et les classes découvertes pour permettre aux jeunes de développer leur curiosité et leur autonomie.

L'expérimentation **Caravelle**, lancée en 2023, agit notamment sur la mobilité afin de permettre aux collégiens et lycéens d'accéder aux lieux de culture et de création dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle.

La rénovation de **La Mazerie au Grand-Bornand** participe à cette même ambition : préserver un équipement permettant aux jeunes Haut-Marnais de vivre des expériences collectives et éducatives en dehors du cadre scolaire.



BIEN MANGER, S'INCLURE, S'OUVRIR AU MONDE

La réussite passe aussi par le quotidien

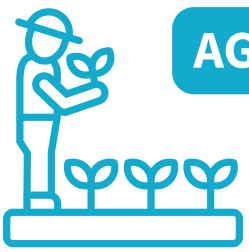
Un collège performant, ce sont aussi des repas de qualité, des bâtiments confortables, des équipements adaptés et une attention portée à chaque élève.

La restauration scolaire constitue à ce titre un véritable levier éducatif.

Avec **Agrilocal52** et le développement des circuits courts, le Département rapproche les collèges des producteurs du territoire.

Les « Jeudis haut-marnais », notamment, ont permis d'augmenter la place des produits locaux dans les cantines. Le Département poursuit cette ambition avec, à terme, la perspective de proposer des repas faisant la part la plus large possible aux productions haut-marnaises.

Bien manger, c'est aussi découvrir son territoire et soutenir ceux qui le font vivre.



AGRILOCAL52

Producteurs locaux → Collèges → Élèves

Une démarche qui permet de rapprocher les producteurs de la restauration collective, de valoriser les savoir-faire agricoles haut-marnais et de sensibiliser les jeunes à l'origine des aliments.

Donner à chacun sa place

Le Département porte également une attention particulière à l'inclusion.

Adaptation des établissements, prise en compte des situations de handicap, accompagnement des besoins spécifiques : l'objectif est de permettre à chaque élève de suivre sa scolarité dans les meilleures conditions possibles.

Cette attention s'étend également à la santé et au bien-être.

Les Centres de santé sexuelle interviennent dans les établissements pour informer et prévenir. Des actions de sensibilisation sont également développées autour de la santé et des usages numériques.

Parce que réussir au collège, c'est aussi se sentir bien, en sécurité et pleinement à sa place.

Le collège, un lieu pour devenir citoyen

L'éducation prépare aussi à la vie collective.

Le **Conseil départemental des jeunes** permet aux collégiens de prendre la parole, de découvrir le fonctionnement des institutions et de participer à des projets collectifs.

Le Département souhaite également développer de nouvelles classes de **Jeunes sapeurs-pompiers**, pour valoriser l'engagement, le sens du collectif et le service aux autres.

La mobilité constitue un autre enjeu déterminant. Le futur dispositif de soutien au permis de conduire doit contribuer à donner davantage d'autonomie aux jeunes et à lever un frein important à l'accès aux études, aux stages et à l'emploi.



Mon collège 2035 : préparer le collège de demain

L'effort engagé aujourd'hui doit préparer les établissements aux besoins de demain.

Avec **« Mon Collège 2035 »**, le Département veut ouvrir une réflexion stratégique sur le collège du futur.

Architecture, numérique, transition écologique, qualité de vie, pédagogie et maintien du maillage territorial : tous les sujets doivent être pensés ensemble.

4 priorités pour demain

RÉNOVER ET MODERNISER
Poursuivre les travaux dans les établissements et maintenir des collèges de proximité, y compris dans les secteurs ruraux.

VERDIR LES COLLÈGES
Adapter les cours et les bâtiments au changement climatique et améliorer le confort des élèves.

OUVRIR LES HORIZONS
Développer l'accès au sport, à la culture, aux classes découvertes et aux expériences professionnelles.

PRÉPARER L'AVENIR
Renforcer l'apprentissage, soutenir les Missions Locales et créer un Forum des stages pour faire découvrir les métiers du Département et de ses partenaires.

> « Investir dans un collège, ce n'est pas seulement investir dans un bâtiment. C'est investir dans les conditions de réussite d'une génération. »
>
> ***Véronique Michel, 3e Vice-présidente du Conseil départemental, chargée de la Vie collégienne et de l'e-administration***

Donner à nos jeunes les moyens de réussir

Derrière les chiffres, il y a une conviction : **l'égalité des chances commence aussi par l'égalité des conditions d'apprentissage.**

Qu'il soit scolarisé à Chaumont, Langres, Saint-Dizier ou dans l'un des collèges ruraux du département, chaque jeune doit pouvoir bénéficier d'un établissement entretenu, d'équipements performants, d'une restauration de qualité et d'un accompagnement adapté. C'est le sens de l'investissement du Département.

Préparer l'avenir de la Haute-Marne commence par donner aujourd'hui à sa jeunesse les moyens de construire le sien.



HAUTE-MARNE : L'ATTRACTIVITÉ SE CONSTRUIT AUSSI PAR LA QUALITÉ DE VIE

Nature, patrimoine, équipements, tourisme, services… La Haute-Marne dispose d'atouts singuliers pour attirer, accueillir et fidéliser. Le Département fait le choix de les valoriser tout en investissant dans ce qui fait la qualité de vie au quotidien.

ATTRACTIVITÉ



Une autre idée de l'attractivité

Et si l'attractivité d'un territoire ne se mesurait pas uniquement au nombre de visiteurs qu'il accueille ? En Haute-Marne, elle se construit aussi dans la durée : dans la capacité à donner envie de s'installer, de rester, d'entreprendre, de visiter… et de revenir.

C'est toute l'ambition portée par le Conseil départemental. Avec l'Agence d'Attractivité, créée en 2022 en coordination avec les acteurs du territoire, la Haute-Marne s'est dotée d'un outil pour mieux faire connaître ses atouts et renforcer son image. Les offices de tourisme ont ainsi été fusionnés pour gagner en cohérence et en efficacité.

Congrès, jobs dating, week-ends découverte, valorisation des métiers en tension : les actions menées dépassent désormais le seul champ touristique. Elles visent également à attirer de nouveaux professionnels et à faire découvrir la Haute-Marne à celles et ceux qui pourraient demain y travailler, entreprendre ou vivre.

Une nature qui fait la différence

Avec près de 40 % de forêts et la présence du Parc national de forêts, la Haute-Marne offre un cadre de vie préservé, propice à la randonnée, au cyclotourisme, à la pêche, à la chasse et aux loisirs nature. Du lac du Der au lac de la Liez en passant par ses nombreux paysages, le territoire invite à la découverte et à la détente, au cœur d'une nature généreuse et préservée.

Du lac du Der aux grands massifs forestiers, cette nature constitue un véritable terrain de jeu pour la randonnée, le cyclotourisme, la pêche, la chasse et les activités nautiques. L'École de voile du lac de la Liez illustre cette volonté de faire vivre ces espaces et de développer une offre de loisirs accessible et qualitative.

L'enjeu est clair : proposer un tourisme différent, fondé sur l'expérience, la nature et la découverte, loin des logiques de tourisme de masse.

Patrimoine : raconter ce qui nous rend uniques

L'attractivité haut-marnaise repose aussi sur une histoire et des savoir-faire qui ne ressemblent à aucun autre territoire.

À Langres, les remparts et l'empreinte de Denis Diderot racontent une ville fortifiée au patrimoine exceptionnel. À Chaumont, Le Signe affirme la vocation de la ville comme capitale du design graphique. À Colombey-les-Deux-Églises, le Mémorial Charles de Gaulle et La Boisserie perpétuent la mémoire du Général, avec la reprise en régie du site par le Département depuis mai 2026.

À Cirey-sur-Blaise, le château rappelle le passage de Voltaire. À Joinville, l'histoire de Jean Sire nourrit un patrimoine remarquable. À Nogent, la coutellerie perpétue un savoir-faire reconnu. À Saint-Dizier, la boucle sportive et son héritage olympique participent à une identité tournée vers le sport.

Cette diversité est une force. Elle permet de construire une destination qui associe nature, histoire, culture, gastronomie et savoir-faire.

> « La Haute-Marne prouve qu'un territoire rural peut être un territoire d'avenir. Ici, la qualité de vie n'est pas un slogan, c'est une réalité que nous cultivons et défendons. »
>
> ***Laurent Gouverneur, 4e Vice-président du Conseil départemental, chargé de l'Environnement et du Tourisme***



Rafale sur la Base aérienne 113 de Saint-Dizier



Le Centre national du Graphisme de Chaumont

Un territoire à taille humaine…et bien connecté

Préserver la qualité de vie ne signifie pas vivre à l'écart. La Haute-Marne bénéficie d'une situation stratégique au cœur du Grand Est : environ 2 h 15 de Paris, 1 h de Dijon et 1 h 30 de Nancy.

Cette proximité permet de conjuguer deux attentes désormais essentielles : l'accès aux grands pôles économiques et la possibilité de bénéficier d'un environnement plus préservé, avec davantage d'espace et une qualité de vie à taille humaine.

Mais l'attractivité résidentielle passe aussi par les services. Santé, éducation, petite enfance, culture, infrastructures, maintien à domicile, autonomie : le Département agit pour que cette qualité de vie ne soit pas seulement une promesse, mais une réalité quotidienne.

Donner les moyens aux territoires d'agir

L'attractivité se construit également avec les Communes, les Intercommunalités et les associations. Dans un contexte financier contraint, le Département a fait le choix de maintenir son soutien au bloc communal, avec un engagement exceptionnel de 42 M€ sur trois ans.

Désormais, des dispositifs ciblés et lisibles permettent de poursuivre cet accompagnement, complété par l'Offre départementale d'ingénierie territoriale. Une expertise technique qui accompagne les porteurs de projets, de la réflexion jusqu'à la concrétisation.

Les associations bénéficient elles aussi de financements dédiés. Plus de 2 M€ par an sont ainsi mobilisés pour soutenir leurs projets et leur rôle essentiel dans l'animation de la vie locale.

Parce qu'un territoire attractif est avant tout un territoire vivant.

Des équipement qui font vivre le territoire

L'attractivité se joue enfin dans les équipements et les projets qui donnent une raison de venir, de rester et de revenir.

Le Département participe chaque année au financement du syndicat du Der. Depuis 2001, plus de 8,8 M€ ont ainsi été consacrés au développement de cet équipement majeur. Le thermalisme à Bourbonne-les-Bains constitue également un levier important pour l'économie touristique et l'image du territoire.

À travers ces investissements, le Département accompagne une même ambition : faire de chaque atout une opportunité.

Des atouts qui rayonnent

La Haute-Marne dispose également d'autres marqueurs d'excellence : l'École de Gendarmerie, la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier, la plus grande gendarmerie départementale de France, mais aussi un tissu industriel productif et innovant, héritier d'une longue histoire de la fonderie et des savoir-faire artisanaux.

Ces forces participent elles aussi à l'image du territoire. Elles montrent une Haute-Marne capable de conjuguer industrie, innovation, services publics, patrimoine et environnement.

L'attractivité n'est donc pas un projet à part. Elle est la conséquence de tout ce qui est entrepris pour faire vivre le territoire.

Ici, attirer, c'est d'abord donner envie de vivre.

CHARLES DE GAULLE

Colombey, une mémoire vivante



À Colombey-les-Deux-Églises, la mémoire du Général n'est pas au passé.
Depuis le 1er mai 2026, le Département de la Haute-Marne assure directement la gestion du Mémorial Charles de Gaulle et de La Boisserie. Une nouvelle étape pour ce parcours mémoriel unique, avec une ambition claire : préserver cet héritage, renforcer son attractivité et continuer à transmettre l'histoire de Charles de Gaulle aux générations futures.

ICI, CHARLES DE GAULLE DANS SON INTIMITÉ

Il y a des lieux qui racontent une histoire.
Et puis il y a ceux qui en sont devenus une partie.
Colombey-les-Deux-Églises appartient à cette seconde catégorie. C'est ici que Charles de Gaulle et son épouse Yvonne ont choisi de s'installer en 1934. À La Boisserie, le Général trouve un lieu de vie, de travail et de retraite. Il y écrit ses Mémoires de guerre, y revient après ses années au pouvoir et y passe les dernières années de sa vie. Il y meurt le 9 novembre 1970.

Autour de cette demeure familiale, le temps a construit un véritable parcours de mémoire : La Boisserie, le cimetière où repose le Général, la Croix de Lorraine et, depuis 2008, le Mémorial Charles de Gaulle. Avec ses 2 000 m² d'exposition, celui-ci raconte l'homme, le militaire, le chef de la France libre et le président de la Ve République. Plus d'un million de visiteurs y ont déjà été accueillis. Cette histoire dépasse largement les frontières de Colombey. Elle fait de la Haute-Marne une terre de Mémoire nationale et un territoire touristique à part entière.

UN CHOIX POUR SÉCURISER L'AVENIR

Depuis plusieurs années, le Département est engagé aux côtés des acteurs du parcours mémoriel de Gaulle. En 2025, la situation financière de la Société d'Exploitation du Mémorial ne permettait plus de poursuivre durablement le modèle de délégation de service public.

Malgré une fréquentation en progression, l'équilibre économique demeurait fragile. Le Département a donc fait le choix de reprendre directement la gestion des deux sites à compter du **1er mai 2026.**

L'objectif est d'abord simple : assurer la continuité. Les équipes sont préservées, les sites restent ouverts et les visiteurs continuent d'être accueillis dans de bonnes conditions.

Mais cette reprise ne constitue pas une fin en soi. Elle doit permettre de préparer un nouveau modèle, plus solide et plus ambitieux, en lien avec les partenaires du parcours Charles de Gaulle : l'État, la Région, la Commune et les associations qui souhaitent s'y investir.

> **“ Pour les valeurs qui sont les nôtres tout autant que pour l'activité que cette locomotive touristique génère, je suis fier de cet engagement ! ”**
>
> **Nicolas Lacroix,**
> *Président du Conseil départemental de la Haute-Marne*



La Boisserie,
Une maison, une histoire, une émotion intacte.



À COLOMBEY, L'HISTOIRE CONTINUE D'ÉCLAIRER L'AVENIR.

Nouvelle exposition « *De Gaulle briques par briques* » au Mémorial Charles de Gaulle de Colombey-les-Deux-Eglises.

UNE GESTION DIRECTE POUR AGIR

La reprise concerne l'ensemble des activités du site : visites du Mémorial, de la Croix de Lorraine et de La Boisserie, billetterie, boutique, restauration et location d'espaces.

Pour accompagner cette nouvelle organisation, le Département a créé un **budget dédié**.
En 2026, il représente environ **1,3 M€ dédié au fonctionnement**, pour **955 000 € de recettes prévisionnelles**. Les élus ont donc fait le choix de consacrer 350 000 € à l'équilibre de ce budget.

Derrière ces chiffres, une conviction : un lieu de mémoire n'est pas un coût mais un investissement pour l'avenir et les générations futures.
« Nous devons sécuriser le Mémorial et éviter un arrêt brutal », expliquait Nicolas Lacroix au moment de la décision de reprise.

DE GAULLE... EN BRIQUES !

UNE EXPOSITION INÉDITE

Pour son premier grand rendez-vous après la reprise en régie, le Département fait le choix de surprendre et de parler à tous.

À partir du **19 septembre 2026**, le Mémorial accueille **« De Gaulle en briques »**, une exposition temporaire inédite conçue avec l'agence Epicure Studio – Histoire en briques.

De sa naissance à Lille à la Seconde Guerre mondiale, de l'Appel du 18 Juin à la Libération de Paris, de la fondation de la Ve République à ses années à l'Élysée, le parcours retrace les grandes étapes de la vie du Général à travers des constructions originales en briques.

Certaines scènes atteignent jusqu'à **1,60 mètre de hauteur.**

Le parti pris est volontairement différent : utiliser un langage ludique et contemporain pour rendre l'histoire accessible à tous, notamment aux familles et aux plus jeunes. Une autre manière de regarder Charles de Gaulle, sans rien perdre de la profondeur du récit.

À découvrir au Mémorial à partir du 19 septembre 2026.





LA BOISSERIE, UN PATRIMOINE À PRÉSERVER

GARDER OUVERTE LA MAISON DU GÉNÉRAL

La Boisserie occupe une place singulière dans le parcours. Ici, ce n'est plus seulement l'histoire d'un homme d'État qui se raconte : c'est son intimité, son quotidien et son rapport à Colombey que l'on découvre.

Acquise par Charles et Yvonne de Gaulle en 1934, la demeure est ouverte au public depuis 1979. Elle accueille aujourd'hui des visiteurs venus de toute la France et de l'étranger.

Depuis le 1er mai, le Département en assure directement l'exploitation avec les équipes du site. Visites guidées, entretien, accueil et valorisation doivent permettre de renforcer encore l'expérience proposée aux visiteurs.

Mais l'avenir de La Boisserie constitue aussi l'un des grands enjeux des prochaines années. Le Département s'est positionné pour l'acquisition de la demeure afin de garantir durablement son ouverture au public et son inscription dans le parcours mémoriel de Colombey. Les discussions sont engagées avec la famille, propriétaire du bien.

> « Colombey n'est pas seulement un lieu de mémoire. C'est un lieu où l'on continue à transmettre une histoire, des valeurs et une certaine idée de la France. »
>
> ***Nicolas Lacroix, Président du Conseil départemental de la Haute-Marne***

UN NOUVEAU CHAPITRE

Reprendre la gestion du Mémorial et de La Boisserie, c'est donc prendre une responsabilité particulière : celle de faire vivre un patrimoine qui appartient à l'histoire de France tout en l'inscrivant pleinement dans l'avenir de la Haute-Marne.

Le Département entend désormais travailler à un modèle économique pérenne, renforcer les partenariats et poursuivre la diversification de l'offre. Expositions, visites, événements, actions pédagogiques et accueil des groupes doivent contribuer à faire de Colombey un parcours toujours plus vivant.

Car la mémoire n'est jamais figée. Elle se transmet, se partage et se réinvente.

À Colombey, un nouveau chapitre s'écrit désormais.

LES CHIFFRES-CLÉS

1er mai 2026 Reprise en régie par le Département	**2 000 m²** d'exposition au Mémorial	**+ 1 million** de visiteurs depuis 2008	**350 000 €** de subvention départementale en 2026	**19 septembre 2026** Ouverture de « De Gaulle en briques »



À PARIS COMME EN HAUTE-MARNE, DÉFENDRE LES TERRITOIRES

Une voix pour les Départements, une ambition pour les territoires

DCI





Président du Département de la Haute-Marne, Nicolas Lacroix est également président du groupe Droite, Centre et Indépendants (DCI) au sein de Départements de France. Une responsabilité nationale qu'il met au service d'une conviction : les Départements doivent être écoutés, respectés et surtout libres d'agir.

Au sein de Départements de France présidé par François Sauvadet, le groupe DCI porte une voix politique qui assume de prendre des positions fortes. Son objectif : défendre les Départements qui le composent, mais aussi rappeler leur rôle essentiel dans l'organisation de la République.

Car les Départements sont les collectivités de la proximité. Ils accompagnent les Français dans tous les instants de leur vie… de l'enfance au grand âge, du handicap à l'insertion, de l'entretien des routes au fonctionnement des collèges, sans oublier le financement de la sécurité civile. Cette proximité leur donne une connaissance fine des réalités locales et une capacité à adapter l'action publique aux besoins de chaque territoire.

« Les Départements peuvent montrer l'exemple si on leur fait confiance. » C'est le sens de la démarche portée par Nicolas Lacroix. Les Départements doivent pouvoir être responsables de leurs choix, mais cette responsabilité suppose de disposer des moyens nécessaires.

Donner les moyens d'agir

Aujourd'hui, les Départements font face à un paradoxe : leurs dépenses sociales progressent fortement du fait des décisions de l'Etat (prises sans concertation, sans compensation), alors même que leurs ressources et leur autonomie financière se réduisent. Ils doivent continuer à répondre aux besoins de leurs habitants, tout en assumant des politiques dont ils ne maîtrisent ni toujours le coût ni les règles.

Pour Nicolas Lacroix, la réponse ne peut pas être de demander toujours davantage aux Départements sans leur donner les leviers correspondants.

« Il faut avoir les moyens pour les politiques imposées et la liberté d'agir dans nos compétences. »

Cette liberté passe notamment par une véritable autonomie financière et une liberté fiscale retrouvée. Elle suppose également de faire confiance aux élus locaux pour déterminer les réponses les plus adaptées à leur territoire.

Cette exigence de responsabilité vaut aussi pour les Départements eux-mêmes. En Haute-Marne comme ailleurs, des efforts ont été faits. Une révision des politiques publiques engagée localement et visant à faire des économies partout où elles étaient possibles illustre cette volonté de maîtriser les dépenses et de faire des choix. Mais l'effort ne peut être durable que s'il s'accompagne d'une véritable capacité à décider.

Nicolas Lacroix l'a rappelé au Premier ministre ; **« Fragiliser les Départements, c'est fracturer la République. »**

Une nouvelle étape de la décentralisation

À travers la voix collective que représente le groupe DCI, Nicolas Lacroix entend donc contribuer au débat national sur l'avenir de la décentralisation. Il défend une République qui n'impose pas depuis Paris, mais qui s'appuie davantage sur ceux qui représentent les territoires et leurs habitants.

Cette ambition se traduit par des propositions concrètes à l'attention des candidats à l'élection présidentielle. Elles sont le fruit de deux séances de travail associant les 73 présidentes et présidents de Départements membres du groupe et elles répondent à des attentes des Français : justice sociale, renforcement du rôle des Départements en matière de santé, financement pérenne des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Après, des propositions fortes et claires seront faites pour

L'enjeu est simple : redonner un nouveau souffle à cette collectivité essentielle au quotidien des français.

De Paris aux territoires ruraux, le message porté par Nicolas Lacroix est le même : **faire confiance aux Départements, c'est faire confiance à ceux qui agissent chaque jour au plus près des Français.**

LE CERCLE
DES ÉLUS LOCAUX

Organisme agréé
Formations destinées aux élus locaux

SÉMINAIRE DE RENTRÉE

PRÉPAREZ LA RENTRÉE
CONSOLIDEZ VOTRE MANDAT

La rentrée estuntempsclé pour donner unenouvelleimpulsionaumandat. Prenez letempsderéunir vos élus, partagervos prioritésettraduirevos orientations en un plan d'action collectif.

- Fédérer votre majorité départementale
- Prioriser vos politiques publiques
- Piloter efficacement votre projet de mandat
- Renforcer la cohésion de votre équipe d'élus

Une intervention sur mesure.

Adaptéeàvotre équipe,
àvotreterritoireetà vospriorités.

www.cercledeseluslocaux.fr

formation@cercledeseluslocaux.fr



Marques départementales et catastrophes naturelles : quand la crise fait la preuve

Les catastrophes climatiques se nomment en départements. Cette notoriété d'un jour n'est pas, en soi, un actif de marque : elle ne le devient que si le département peut l'adosser à des preuves, et la faire durer au-delà de l'urgence.

Pendant une crise, le département devient l'unité de compte

« Méga feux dans les Landes », « feux dans le Var », « incendie de l'Aude », « inondations dans le Pas-de-Calais ». Dans les titres médiatiques, les catastrophes naturelles sont presque toujours qualifiées par leur géographie départementale, rarement par la commune, presque jamais par la région. Ce réflexe n'a rien d'un hasard de langage : il épouse l'architecture réelle de l'alerte, du secours et de l'indemnisation.

Premièrement, l'État parle en départements. La carte de vigilance de Météo-France est colorée département par département : c'est à cette maille que le risque devient un fait public. Le 5 août 2025, c'est bien « l'Aude » qui est placée en vigilance rouge feux de forêt avant que l'incendie des Corbières ne parcoure 17 000 hectares sur seize communes. En novembre 2023, c'est « le Pas-de-Calais » qui passe en vigilance rouge crues sur l'Aa. Le préfet de département prend ensuite la direction des opérations de secours dès que l'événement dépasse les limites d'une commune, et active le dispositif ORSEC départemental. C'est encore la préfecture qui instruit les demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Si la reconnaissance de catastrophe naturelle est communale, c'est bien le département qui en est l'unité d'instruction, d'alerte et de récit.

Deuxièmement, les secours sont départementaux. Le service d'incendie et de secours est un établissement public départemental, et le conseil départemental en est le premier financeur. L'échelon opérationnel supérieur au département n'est pas la région, mais la zone de défense et de sécurité, ce qui explique que la région reste presque toujours absente du récit médiatique de crise.

Troisièmement, l'efficacité médiatique et mémorielle caractérise la crise. Le département offre l'équilibre rare entre lisibilité et proximité. Nommer chaque commune touchée noierait l'information ; la région, depuis la réforme de 2015 et ses grands ensembles, est jugée trop vaste et trop impersonnelle. Le département, lui, se situe sur une carte mentale : chacun ou presque sait placer le Var, l'Aude ou le Pas-de-Calais, et y associe un paysage, un accent, une réputation. C'est ce stock d'images préexistant que la catastrophe vient réactiver et parfois abîmer.

Le département devient l'unité de mesure géographique, médiatique et émotionnel de la catastrophe. Il s'impose parce que toute la chaîne, vigilance, commandement, secours, instruction de l'indemnisation, est calibrée sur lui. La marque départementale va forcément être impactée par cela.

Ce que les crises font à la marque départementale

En revanche, les crises révèlent la puissance d'incarnation des départements. Régulièrement attaqués en tant qu'échelons administratifs du « millefeuille territorial » et souvent perçus comme peu fédérateurs dans le fonctionnement institutionnel ordinaire, ils retrouvent alors une légitimité concrète et affective. Face à l'urgence, le département redevient un territoire vécu, capable de rassembler les citoyens et de matérialiser une solidarité de proximité.

Après la crise, le département peut transformer le traumatisme climatique en récit collectif, en faisant évoluer sa marque au-delà de ses dimensions touristiques, économique ou patrimoniales. Celle-ci peut désormais incarner la combativité, la solidarité et la capacité d'adaptation du territoire. Cette évolution ouvre également un chantier pour le tourisme de demain, appelé à valoriser des territoires résilients et capables de se transformer. Tout l'enjeu pour la communication des départements est de mettre en avant des preuves de cela dans leur politique de marque. Or ces preuves existent mais elles sont rarement racontées : le financement du SDIS, le rétablissement des routes départementales, la continuité scolaire et l'accueil dans les collèges, l'action sociale et la protection de l'enfance auprès des familles délogées, l'ingénierie mise à disposition des petites communes via les agences techniques départementales, les laboratoires départementaux d'analyses, les fonds de solidarité exceptionnels votés en urgence. Toutes ces actions concrètes fondent la légitimité du département à parler.



Mais deux écueils guettent la communication départementale. Le premier est l'héroïsation : transformer la catastrophe en épopée, au risque d'une dissonance brutale avec le vécu des sinistrés, dont le temps réel est celui de l'expertise, de la franchise et des travaux. Le second est l'effet de campagne : une prise de parole intense pendant la crise, un silence après. Or la crédibilité d'une marque de territoire ne se joue pas dans l'émotion du moment, elle se joue dans l'après : la prévention, la reconstruction, l'adaptation des usages du sol, de la forêt, du littoral…

C'est précisément le sens de ce nous avons rappelé dans un récent article du Journal des Départements : une marque départementale n'est pas un slogan, c'est la traduction d'un projet de territoire.

Une marque n'invente rien, elle révèle et organise ; elle est un récit partagé, fondé sur des preuves. La crise ne crée donc pas une marque départementale : elle révèle brutalement s'il en existait une, et si le projet qu'elle exprime tenait debout. Là où une stratégie de marque préexiste (un positionnement clair, des politiques publiques identifiables, une manière reconnaissable de s'adresser aux habitants), la catastrophe est absorbée et intégrée au récit. Là où la marque se réduisait à un logotype et à une campagne touristique, elle se dissout dans l'événement.

Ces enjeux ouvrent aussi un chantier plus large pour la communication départementale : ce que les visiteurs, les investisseurs et les nouveaux habitants regarderont demain, c'est la capacité démontrée d'un territoire à se reconstruire, à gérer sa ressource en eau, sa forêt, son trait de côte, etc. La résilience devient un argument d'attractivité parce qu'elle est une garantie visible.

À l'approche du renouvellement des assemblées départementales de mars 2028, la question posée aux exécutifs n'est pas de savoir comment capitaliser sur la catastrophe et en effacer les « traces » sur la marque départementale, mais comment construire une marque suffisamment ancrée dans un projet pour traverser les mandats et suffisamment adossée à des preuves pour rester crédible le jour où la crise survient ou revient.



"Pour le grand public, les départements sont l'unité de mesure sémantique des phénomènes climatiques et des catastrophes naturelles."

Ipanema est une agence de communication indépendante fondée en 1999.

Elle accompagne les entreprises, les acteurs publics et territoriaux dans la définition de leurs stratégies de marque, leur animation et leur déploiement.

Contact : Maxime Hürstel – m.hurstel@groupe-ipanema.com

Budget 2027 : comment maîtriser les dépenses sans réduire la qualité du service public ?

Alors que les départements devront contenir leurs dépenses dans un contexte budgétaire sous tension, certains leviers d'efficacité restent largement sous-exploités. Anne Le Menach, consultante spécialiste du secteur public chez ITESOFT Innovation, partage son analyse.

Le PLF 2027 annonce de nouvelles contraintes budgétaires pour les collectivités. Quels enjeux cela crée-t-il pour les départements ?

Anne Le Menach : Les départements sont confrontés à une équation particulièrement complexe. D'un côté, ils doivent maîtriser leurs dépenses dans un contexte budgétaire plus contraint. De l'autre, les besoins des usagers continuent de progresser, notamment dans les domaines de l'insertion, du handicap, de l'autonomie ou encore de la protection de l'enfance.
Or ces politiques représentent déjà une part majeure des budgets départementaux. Les collectivités doivent donc continuer à assurer un service public de qualité alors même que leurs marges de manœuvre se réduisent. Dans ce contexte, la question n'est plus seulement de faire des économies. Elle consiste à identifier les leviers d'efficacité qui permettent de mieux utiliser les ressources existantes et de limiter les charges administratives évitables qui pèsent sur les services.

> « Les coûts cachés de la gestion administrative représentent un gisement d'efficacité encore largement inexploité »

Où les départements peuvent-ils concrètement gagner en efficacité ?

ALM : Prenons l'exemple d'une demande de RSA. Pour être instruite, elle doit être accompagnée de nombreux justificatifs : identité, domicile, ressources, situation familiale, etc. Il suffit qu'une pièce soit manquante, périmée, illisible ou incohérente pour que le dossier soit interrompu, relancé puis réexaminé.

Pris individuellement, ces traitements peuvent sembler mineurs. Mais lorsqu'un département reçoit plusieurs milliers de dossiers chaque mois, ils génèrent des coûts cachés de la gestion administrative souvent sous-estimés.

Les agents consacrent alors une part importante de leur temps à vérifier la recevabilité des pièces, contrôler la complétude des dossiers, effectuer des relances ou ressaisir des informations déjà présentes dans les documents.

Réduire ces tâches permet non seulement d'accélérer les délais de traitement, mais aussi de recentrer les équipes sur l'analyse des situations complexes et l'accompagnement des usagers.

> « Les besoins des usagers ne connaissent pas de pause budgétaire »

Peut-on réellement améliorer la qualité du service public sans augmenter les moyens ?

ALM : Oui, à condition d'agir dès les premières étapes du parcours usager. Lorsqu'un dossier peut être contrôlé automatiquement dès son dépôt, il devient possible d'identifier immédiatement les pièces manquantes, de vérifier les règles de conformité, de détecter des incohérences ou encore de signaler des anomalies avant même le début de l'instruction.

Les bénéfices sont rapides et concrets : moins d'allers-retours, moins de ressaisies, moins de délais et une meilleure fluidité pour l'usager comme pour l'administration. Les équipes peuvent alors consacrer davantage de temps à l'accompagnement humain et aux situations qui nécessitent une réelle expertise.

Dans le contexte budgétaire actuel, l'amélioration de la performance publique ne passe pas nécessairement par davantage de moyens. Elle repose souvent sur une organisation plus efficace et sur la réduction des tâches administratives qui n'apportent pas directement de valeur au service rendu aux citoyens.



AITECA
ITESOFT INNOVATION

Solution SaaS de collecte et traitement intelligent des documents avec contrôles anti-fraude intégrés

- **÷4** la durée de constitution des dossiers usager
- **+60%** de réduction des relances manuelles
- **Collecte complète** des pièces
- **Vérification auto.** de l'authenticité des documents
- **Satisfaction usager** améliorée
- **100% souverain,** certifié ISO 27001:2022

Scannez pour + d'infos



© Sodexo

Comment Sodexo met son expertise au service des conseils départementaux

Rénovation des infrastructures, transition écologique, qualité de la restauration, inclusion numérique et maîtrise des coûts : les Conseils départementaux font face à de multiples défis dans la gestion des collèges publics. Grâce à son expertise et à son ancrage territorial, Sodexo les accompagne pour répondre à leurs enjeux de manière concrète et durable.

Quatre Conseils départementaux confient aujourd'hui à Sodexo la gestion de la restauration dans leurs collèges, et pour certains aussi la propreté. Selon les départements, ces partenariats couvrent des périmètres très variés, allant de 5 à plus de 100 établissements, en Île-de-France comme dans des zones plus rurales.
Ces collaborations reposent sur des marchés publics ou des délégations de service public, avec restauration sur place ou livraison de repas. Cette diversité renforce la capacité de Sodexo à concevoir des solutions sur mesure, en phase avec les enjeux et les attentes des collectivités.

La qualité et l'homogénéité des repas

L'un des premiers enjeux est de garantir une alimentation saine, savoureuse, avec un approvisionnement homogène en produits labellisés et locaux dans l'ensemble des collèges d'un même département, parfois très étendu. Grâce à son maillage territorial et à son expertise, Sodexo assure une qualité de prestation constante tout en soutenant les filières agricoles locales.

La gestion des ressources humaines

Les Départements doivent faire face à des difficultés de recrutement, à l'absentéisme et à la nécessité d'accompagner l'insertion de publics éloignés de l'emploi. Les partenariats noués ont renforcé le savoir-faire RH de Sodexo, particulièrement dans l'accompagnement des équipes, quel que soit leur statut – public, privé, mis à disposition ou en détachement – et dans la mise en œuvre de dispositifs d'insertion socio-professionnelle via sa structure dédiée.

Le pilotage par la donnée

Les Départements ont besoin de données fiables et consolidées pour piloter leurs politiques alimentaires. Les outils métiers de Sodexo centralisent et restituent des indicateurs précis, comme le taux de produits bio, le gaspillage par repas ou le taux d'insertion, à l'échelle d'un établissement ou d'un département.

La transition environnementale

Sodexo accompagne les Départements dans leur transition environnementale à tous les niveaux : réduction du gaspillage alimentaire, valorisation des biodéchets, végétalisation des menus, formation des équipes ou réalisation de bilans carbone. Des actions de sensibilisation sont également menées auprès des collégiens pour encourager des comportements plus sains et respectueux de la planète.

Le défi économique

Dans un contexte budgétaire tendu, concilier qualité de service, respect des politiques publiques et maîtrise des coûts est un enjeu majeur. Grâce à son expérience, Sodexo propose des solutions sur mesure, optimisées et durables, avec une approche rigoureuse de la performance globale.

Dans un département francilien, l'entreprise a accompagné la transformation d'un modèle de repas livrés vers une restauration sur place dans quinze collèges. Ce projet a impliqué la reprise et l'accompagnement des agents publics, la formation, l'adaptation des équipements et le renforcement des effectifs lorsque cela était nécessaire. Cette démarche a permis d'améliorer la qualité des repas, de renforcer l'ancrage territorial et de répondre aux attentes des familles en matière de proximité.
Cela illustre la capacité de Sodexo à co-construire avec les collectivités des solutions concrètes et évolutives, au plus près des réalités locales.

CONTACT

Laëtitia LEGEARD,
Directrice des comptes stratégiques Sodexo

06.22.53.57.00

laetitia.legeard@sodexo.com

www.sodexo.fr

dalkia
GROUPE EDF



Dalkia : pionnier et leader de la géothermie, partenaire de votre transition énergétique

Face aux défis climatiques, la géothermie s'impose comme une solution locale, durable et bas-carbone. Chez Dalkia, elle est une pierre angulaire de la décarbonation depuis des décennies. Forts de plus de 50 ans d'expérience, nous avons développé une expertise unique, de l'exploration du sous-sol à l'exploitation de réseaux de chaleur performants, au service de nos clients.

Pourquoi choisir Dalkia ?

Nous maîtrisons l'ensemble de la chaîne de valeur, garantissant des projets fiables et optimisés. Nos 70 installations témoignent de notre savoir-faire. Dalkia, c'est une équipe d'experts dédiée, capable de s'adapter à chaque territoire. Nous investissons massivement dans l'innovation et l'exploration pour tripler le nombre de nos installations d'ici 10 ans.

Dalkia s'engage :

- **réduction des émissions de CO_2,**
- **stabilité des prix de l'énergie,**
- **création d'emplois locaux.**

Avec Dalkia, faites le choix d'un avenir énergétique *responsable* et *performant*

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pourquoi les départements choisissent-ils de devenir actionnaires de l'AFL ?

En France, 1300 collectivités, dont 19 départements, ont fait le même choix : celui de devenir actionnaire de l'AFL, la banque des collectivités locales. Un engagement qui va au-delà de l'accès au financement. Il traduit l'adhésion à un projet collectif, à un modèle unique, créé et piloté par les collectivités elles-mêmes, au service de leurs besoins et ceux de leurs habitants. Dans les faits, que signifie être actionnaire de sa banque ? Quels sont les bénéfices concrets de cet engagement pour les territoires ? Les réponses de Philippe Rogier, Directeur général de l'AFL-ST.

1) Lorsqu'une collectivité devient actionnaire de l'AFL, qu'est-ce qui change concrètement pour elle ?

Devenir actionnaire de l'AFL, c'est choisir de ne plus être simplement emprunteur mais acteur de son propre financement.
Dans un marché aujourd'hui abondant, l'enjeu est moins l'accès immédiat au crédit que la capacité des collectivités à maîtriser durablement leurs conditions de financement. L'AFL est leur outil : elles le détiennent, le gouvernent et en sont les uniques bénéficiaires. C'est l'un des rares domaines où elles peuvent maîtriser directement leur environnement et en être pleinement actrices.

2) Au-delà de l'accès au financement, quel est l'intérêt de ce modèle ?

L'intérêt du modèle tient d'abord à son esprit coopératif : les collectivités mettent en commun leur capacité financière pour accéder ensemble aux meilleures conditions, à leur seul bénéfice, le modèle étant exempt de tout actionnaire privé à rémunérer.
Mais sa singularité tient aussi à une conception exigeante du financement des territoires : l'AFL finance une collectivité, pas un projet. Nous n'avons pas à orienter les choix d'investissement des exécutifs ni à définir ce qui serait plus « vertueux ».
Notre rôle est de donner à nos actionnaires les moyens d'exercer librement leurs compétences et leurs choix stratégiques : l'AFL renforce leur pouvoir d'agir.

3) Dans le contexte actuel, pourquoi est-il pertinent de rejoindre l'AFL ?

Dans un environnement marqué par l'incertitude économique, budgétaire et institutionnelle, qui sait aujourd'hui comment le PLF 2027 redistribuera les cartes pour les collectivités ?
Elles ne maîtrisent pas toutes les variables qui déterminent leurs équilibres financiers.
Rejoindre l'AFL, c'est précisément choisir d'en maîtriser une : son financement. C'est diversifier ses partenaires, mais surtout consolider un outil détenu et gouverné par les collectivités, conçu pour les accompagner dans la durée, quels que soient les cycles et les arbitrages à venir.



Photographies AFL . ©Thomas Mougeolle

Philippe Rogier,
Directeur général de l'AFL-ST

QUI SONT LES DÉPARTEMENTS ACTIONNAIRES DE L'AFL ?

Conseil Départemental de l'**Aisne**
Conseil Départemental de l'**Allier**
Conseil Départemental de l'**Ariège**
Conseil Départemental du **Calvados**
Conseil Départemental de **Haute-Garonne**
Conseil Départemental de la **Gironde**
Conseil Départemental d'**Ille-et-Vilaine**
Conseil Départemental des **Landes**
Conseil Départemental de **Loire-Atlantique**
Conseil Départemental de **Maine-et-Loire**
Conseil Départemental de la **Meuse**
Conseil Départemental de la **Saône-et-Loire**
Conseil Départemental de la **Savoie**
Conseil Départemental des **Yvelines**
Conseil Départemental de l'**Yonne**
Conseil Départemental de l'**Essonne**
Conseil Départemental de la **Seine-Saint-Denis**
Conseil Départemental du **Val-de-Marne**
Conseil Départemental du **Val-d'Oise**

Électrification et pompes à chaleur : le combo gagnant pour la décarbonation des bâtiments publics

Rencontre avec Yannick Duport, Directeur Commerce France & International, membre du Comex de Dalkia

Accélérer la transition énergétique dans les collèges, bâtiments départementaux et réseaux territoriaux est un impératif. Avec le déploiement des Pompes à Chaleur (PAC) et l'accompagnement financier associé, le secteur va vivre un tournant décisif. Rencontre avec Yannick Duport, directeur commerce et international de Dalkia.

Face aux impératifs climatiques et au plan d'électrification de la France visant plus de 50 % d'électricité dans le mix énergétique d'ici 2050, les Conseils Départementaux font face à un défi colossal : décarboner leur patrimoine immobilier (collèges, EHPAD, services administratifs, bâtiments départementaux, …) tout en maîtrisant leurs trajectoires budgétaires.

Alors que les aides et les dispositifs d'accompagnement (Coup de pouce, contrats de performance énergétique, aides à l'investissement) offrent des leviers financiers inédits, **Yannick Duport** nous explique comment les collectivités locales peuvent concrètement réussir ce virage stratégique.

Journal des Départements : Les Départements et collectivités font face à une double pression : viser une trajectoire bas carbone et gérer les coûts de l'énergie. Quel est l'enjeu principal de l'électrification des bâtiments aujourd'hui ?

Yannick Duport : Le cap fixé par le plan gouvernemental est clair : l'électricité doit représenter plus de 50 % du mix énergétique français d'ici 2050, et les énergies fossiles doivent passer sous la barre des 30 % dès 2035. Dans cette trajectoire, le secteur du bâtiment est en première ligne car il représente à lui seul environ 15 % à 23 % des émissions de gaz à effet de serre en France et constitue l'un des plus grands consommateurs d'énergie.
Pour les présidents de Conseil Départemental et leurs équipes, il ne s'agit plus seulement de maintenir des installations thermiques existantes, mais de concevoir et piloter une véritable transformation énergétique. L'électrification, portée par le déploiement massif de la pompe à chaleur (PAC), permet de concilier compétitivité, souveraineté énergétique et baisse drastique des émissions de CO^2.

JdD : Pourquoi la pompe à chaleur s'impose-t-elle comme la technologie clé pour les équipements publics départementaux ?

Y. D. : Car elle produit du chauffage, de l'eau chaude et du rafraîchissement bas-carbone avec un rendement exceptionnel, à toutes les échelles. La PAC capte aussi bien les calories de l'air ambiant que celles du sol (géothermie de surface). La récupération de chaleur fatale industrielle associée à des PAC peut aussi être possible. Ces systèmes s'adaptent aux bâtiments individuels comme aux grands complexes (collèges, hôpitaux, …), peuvent être intégrés à un réseau de chaleur ou de froid ce qui en fait un atout exceptionnel. En combinaison avec le pilotage intelligent et l'hybridation des systèmes, elle garantit le confort des usagers en été comme en hiver.



CHIFFRES CLÉS À RETENIR

- **> 50 % :** Part de l'électricité visée dans le mix énergétique français d'ici 2050.
- **< 30 % :** Part maximale ciblée pour les énergies fossiles d'ici 2035.
- **-75 % :** Réduction moyenne des émissions de CO^2 constatée lors des passages à des solutions hybrides PAC/Gaz performantes.
- **100 % :** Accompagnement de l'étude à la réalisation par Dalkia (ingénierie, aide au financement, installation, maintenance long terme).

Le coup de pouce et les aides : saisir l'opportunité financière pour vos territoires

Le financement est souvent le premier frein pour les décideurs publics. Quels sont les dispositifs actuels, comme les mécanismes "Coup de pouce", qui accélèrent ces projets ?

Y. D. : C'est le moment d'investir. Les dispositifs de soutien actuels, notamment les primes **"Coup de pouce"** adossées aux Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), combinés aux aides à la rénovation énergétique des bâtiments publics, réduisent considérablement le reste à charge pour les départements.

Chez Dalkia, notre rôle est d'agir comme **installateur-intégrateur de référence** : nous n'apportons pas simplement une solution technique, nous montons les dossiers d'aides et de financement, nous garantissons les économies d'énergie dans la durée grâce aux Contrats de Performance Énergétique (CPE), et nous prenons en charge l'exploitation.

JdD : Une transformation technique réussie nécessite aussi des compétences sur le terrain. Comment Dalkia prépare-t-elle cette transition au plus près des départements ?

Y. D. : Nous avons plus de 6 700 techniciens qui interviennent chaque jour au cœur des territoires. Pour accompagner ce virage de l'électrification, avec notre propre centre de formation le Campus Dalkia, nous formons nos équipes à ces métiers.
Pour nos clients, c'est la garantie d'avoir sur leur territoire des équipes qualifiées, réactives, capables d'assurer la maintenance long terme et la performance garantie des équipements publics.

RETOURS D'EXPÉRIENCE ET ANCRAGE TERRITORIAL

1. Géothermie et PAC pour la continuité de service

À l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM), des travaux de géothermie de surface associés à une pompe à chaleur permettent d'exploiter l'énergie du sous-sol pour couvrir **80 % des besoins en chaleur** et rafraîchissement de l'établissement. Le sol agit comme une batterie thermique, assurant confort et pérennité des soins lors des fortes chaleurs.

2. Modernisation et hybridation dans le bâti existant

Dans des bâtiments publics rénovés en Occitanie, la mise en place de pompes à chaleur en hybridation avec les installations existantes permet de sécuriser les pics de froid l'hiver tout en garantissant **jusqu'à 50 % d'économies d'énergie et 75 % de baisse d'émissions de CO^2 par an.**



CONTACT

Fabienne Martin, Directrice de la Promotion Commerciale,
fabienne.martin@dalkia.fr

dalkia GROUPE EDF

Le changement de vie a pris un coup de chaud !

Les fortes chaleurs de l'été 2026 ont-elles bousculé les critères de choix des Franciliens pour une nouvelle vie ? Selon *Paris je te quitte*, *« le choix d'un nouveau territoire ne repose plus seulement sur une ville attractive, un emploi ou des mètres carrés supplémentaires. Les Franciliens commencent aussi à se demander comment leur future destination sera capable de faire face aux évolutions du climat. ».* **Détaillons l'étude qui vient d'être réalisée.**

En cette rentrée 2026, le média *Paris je te quitte* vient de publier une nouvelle enquête qui tente de cerner, après un été aux multiples vagues de chaleur, les conséquences du climat sur les motivations au départ des Franciliens.

Des vagues de chaleur qui renforcent l'envie d'ailleurs.

Les fortes chaleurs *« c**onfirment ou accélèrent des projets déjà présents.** Surtout, le climat est désormais pleinement intégré dans la réflexion : **83 % des Franciliens interrogés** (ils n'étaient que 40 % en 2022 – ndlr) **considèrent les changements climatiques comme un critère dans le choix de leur future ville ou région ».* Parmi les difficultés rencontrées cet été 2026, la chaleur dans les logements est citée par 75 % des répondants, le manque de nature et d'ombre par 53 % et la difficulté à supporter les transports en commun par 40 %.

Mais ces fortes chaleurs ont été vécues comme un accélérateur de décision, pas comme un déclencheur : *« **75 % des Franciliens aux envies d'ailleurs déclarent que les vagues de chaleur ont confirmé ou accéléré leur envie de quitter l'Île-de-France**.*
Plus précisément :
- 39 % estiment qu'elles ont confirmé une envie de départ déjà forte ;
- 35 % qu'elles ont accéléré une envie déjà présente ;
- 21 % indiquent qu'elles n'ont pas modifié leur envie de départ. ».



Marc Thébault
Consultant auprès des collectivités locales en Attractivité et Communication



© Note Thanun - Unsplash

Le climat est-il en passe de devenir un critère de choix d'un territoire ?

Paris je te quitte rappelle qu'en octobre 2022 *« lorsque nous demandions aux Franciliens si l'accélération du réchauffement climatique avait un impact sur leurs choix de destination, 40 % répondaient oui. ».*
Quatre années après, ils sont désormais 83 %.
Dans le détail :
« - 42 % en font désormais un critère primordial ;
- 41 % le considèrent comme un critère important, mais pas le premier ;
- 10 % commencent à y être attentifs ».

Ainsi, le climat devient un critère supplémentaire dans un choix de destination pour une nouvelle vie. Les autres sont toujours présents (nature, logement, emploi, proximité des services, équilibre vie personnelle/vie professionnelle, etc.) mais ils sont bousculés par le climat qui va peut-être devenir une clef essentielle, gommant parfois d'autres avantages.

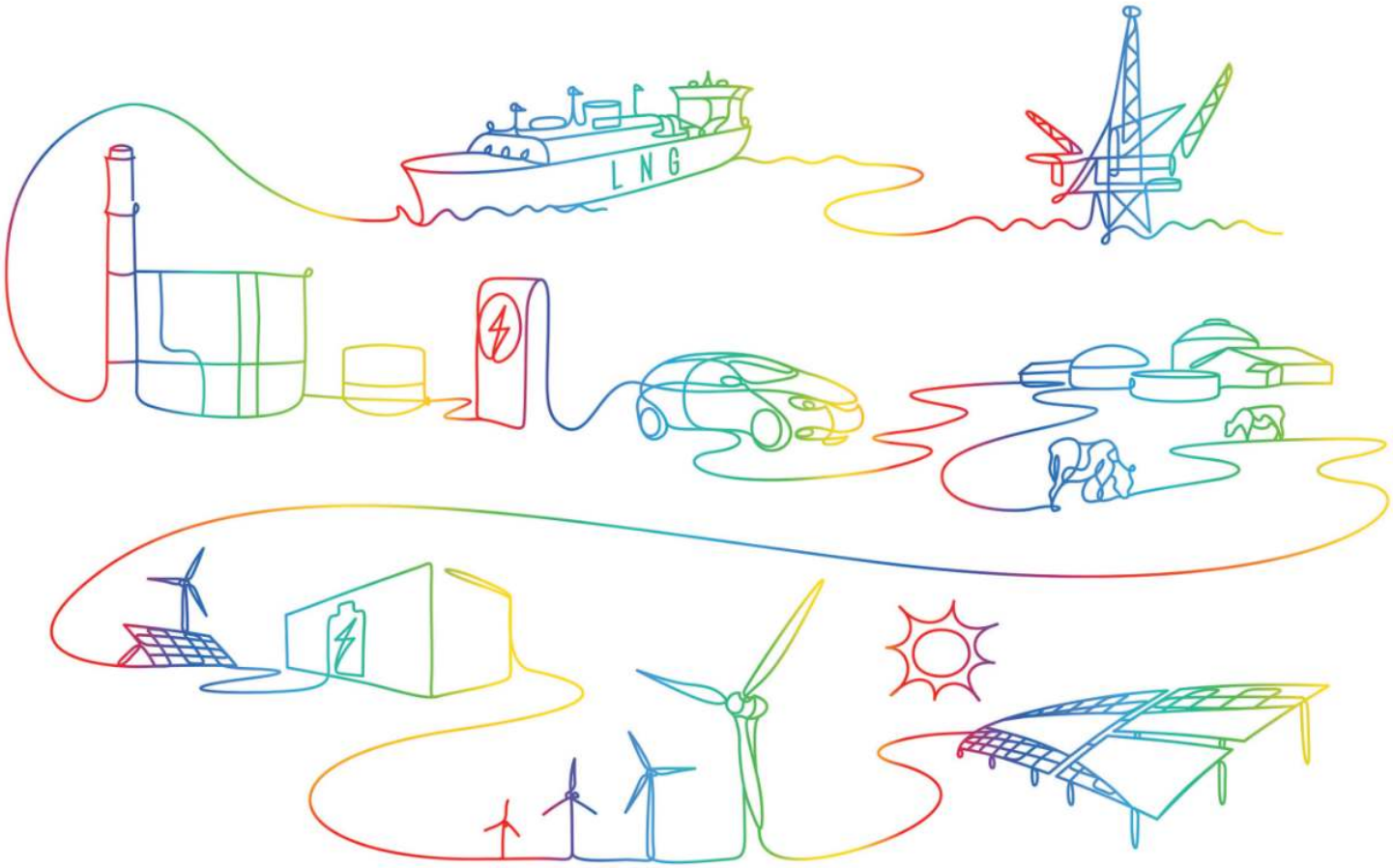
Des critères qui s'interprètent à l'aune du climat

Globalement, les attentes se lisent à l'aune de l'évolution du climat. Si les Franciliens sont 74 % à vouloir davantage de nature à proximité (forêts, lacs, rivières, mer, etc.), **la protection contre la chaleur précise les critères de choix :** *« La végétation et l'accès à la nature ne sont donc plus seulement associés au cadre de vie recherché. Ils apparaissent aussi comme des moyens de mieux supporter les épisodes de chaleur. Les Franciliens sont :*
- 56 % à citer des logements mieux isolés contre la chaleur ;
- 50 % à souhaiter des rues ombragées et végétalisées ;
- 38 % à considérer importante une politique locale d'adaptation au climat. ».

Les politiques publiques menées dans ces domaines, sauront-elles apporter des atouts supplémentaires aux territoires qui se veulent attractifs ? C'est, en tous les cas, un aspect à ne pas minimiser et à ne pas gérer exclusivement au travers de coups de communication, si percutants soit-ils.

Toutefois, les Franciliens ne recherchent pas des régions « *fraîches* » : « *le fantasme d'un territoire où il ferait systématiquement moins chaud semble laisser place à quelque chose de plus pragmatique : avoir plus facilement accès à l'ombre, à la nature, à un extérieur ou à un environnement moins dense.* ».

Pour aller plus loin :



TotalEnergies avance sur le chemin de la transition énergétique.

Plus d'informations sur la stratégie de transition de TotalEnergies sur **totalenergies.com/fr/transition-energetique**

TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies intégrée mondiale de production et de fourniture d'énergies (pétrole et biocarburants, gaz naturel, biogaz et hydrogène bas carbone, renouvelables et électricité) engagée dans la transition énergétique.

TotalEnergies SE - Capital social : 5 704 141 785,00 euros - 542 051 180 RCS Nanterre. Siège social : 2 place Jean Millier - La Défense 6 - 92400 Courbevoie - France.

DEPUIS 170 ANS, EN FRANCE,

NOUS CONTRIBUONS AU DÉVELOPPEMENT DES VILLES ET TERRITOIRES ET ÇA COMPTE

43 000
COLLABORATEURS
DE VEOLIA MOBILISÉS AU QUOTIDIEN DANS LES TERRITOIRES*

97 %
DES DÉPENSES ENGAGÉES PAR VEOLIA EN FRANCE SONT RÉINVESTIES LOCALEMENT**

PRÈS DE
10 000
RECRUTEMENTS DONT **2000 ALTERNANTS** PAR AN*





LES DÉCHETS D'UN **HABITANT SUR 5**
SONT COLLECTÉS PAR VEOLIA*

PLUS D' 1,1 MILLION
D'HEURES DE FORMATION POUR LES COLLABORATEURS*

3,5 MILLIARDS €
INJECTÉS PAR VEOLIA AUPRÈS DE **40 000** PME-ETI EN FRANCE*

VEOLIA

Veolia Environnement SA - RCS Paris 403 210 032 - 21, rue La Boétie, 75008 Paris. Sources : *Document d'enregistrement universel 2024 de Veolia. ** Étude réalisée par le cabinet Utopies, au titre des résultats 2024.

#DECRET
#CNSA
Les départements doivent transmettre de nouvelles informations à la CNSA

Pris en application de l'article L223-8 du code de la sécurité sociale, ce décret énumère les catégories de données devant être transmises par les départements à la CNSA.

Ces données concernent globalement la tarification, les mesures salariales mises en œuvre, le coût des mesures contribuant à l'attractivité des services d'accompagnement et d'aide à domicile ainsi que les moyens humains mobilisés par ces services. Le décret prévoit également la transmission des données permettant de mesurer l'attractivité de ces services.

Décret n° 2026-853 du 9 septembre 2026 relatif aux données transmises par les départements à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au titre des financements destinés à couvrir une partie du coût de l'allocation personnalisée d'autonomie, la prestation de compensation et des mesures liées à l'attractivité, à la dignité et à l'amélioration des salaires des métiers des services d'accompagnement et d'aide à domicile

#DECRET
#SANTE
Les collectivités territoriales peuvent désormais être habilitées comme centres de vaccination

Auparavant réservée aux établissements de santé et aux centres de santé, l'habilitation comme centre de vaccination est étendue aux collectivités territoriales à compter de 2027. Ce décret augmente également la durée de l'habilitation passant de 3 à 5 ans.

Décret n° 2026-854du 9 septembre 2026 relatif à l'habilitation des établissements et organismes comme centres de vaccination

#ARRETE
#FORMATIONDESELUS
Augmentation du financement de la formation des élus

Un arrêté pris à la fin de l'été vient augmenter le coût horaire maximal des frais pédagogiques exposés à l'occasion d'actions de formation susceptibles d'être financées au titre du droit individuel à la formation des élus locaux passant de 80 euros à 100 euros hors taxes.
De même, la valeur des droits individuels à la formation acquis chaque année par les élus locaux passe de 400€ à 600€.

Arrêté du 28 août 2026 portant diverses mesures applicables au droit individuel à la formation des élus locaux

#JURISPRUDENCE
#CULTE
Oui, la visite du Pape en France est bien un événement exceptionnel de portée internationale justifiant que le conseil municipal de Metz puisse engager des crédits finançant la location d'écrans géants

A croire que certains en doutaient allant jusqu'à déférer à la censure du tribunal administratif, en référé suspension, l'exécution de la délibération du conseil municipal de Metz permettant d'engager les crédits destinés à financer la location d'écrans géants pour suivre la messe célébrée par le Pape.

Parmi les arguments avancés par les requérants : le caractère non-obligatoire de la dépense, la disproportion entre la dépense et l'intérêt public local invoqué, la finalité cultuelle qui serait prépondérante, la retransmission qui constituerait le prolongement matériel direct de l'office.

Le tribunal administratif rappelle que *« le principe constitutionnel de laïcité qui s'applique en Alsace-Moselle et implique neutralité de l'Etat et des collectivités territoriales de la République et traitement égal des différents cultes, n'interdit pas, par lui-même, l'octroi dans l'intérêt général ou dans celui des territoires dont ces collectivités ont la charge et dans le respect des conditions définies par la loi, de certains financements à des activités ou des équipements dépendant des cultes ».*

Il ajoute ensuite que la visite du Pape en France *« constitue un évènement de portée internationale, lequel va attirer une affluence exceptionnelle de visiteurs, et est susceptible de générer des retombées importantes pour la collectivité en termes de rayonnement culturel et de retombées économiques »*. Enfin, il est évident qu'au regard du nombre de spectateurs attendus, équivalent à la population de la ville de Metz ! les écrans géants permettront d'assurer l'accueil et la gestion des flux en diffusant la messe sur six sites répartis dans la ville.

La requête a été rejetée.

TA de Strasbourg, 11 septembre 2026, n°2607885



MATHILDE HAAS
AVOCAT À LA COUR
WWW.MATHILDEHAAS.FR

#JURISPRUDENCE
#CONTROLERSA

Pas d'assermentation nécessaire pour le contrôle RSA par des agents départementaux désignés

A l'occasion d'un contentieux d'indu de prime d'activité, le requérant soulevait un moyen tiré de ce que la CAF n'apportait pas la preuve de l'assermentation de l'agent ayant procédé au contrôle de sa situation.

Le tribunal administratif avait écarté ce moyen en se fondant sur le fait que *« les agents du département spécialement désignés peuvent, en application de l'article L. 133-2 du code de l'action sociale et des familles, procéder au contrôle du respect, par les bénéficiaires du revenu de solidarité active, des règles applicables à l'attribution de cette allocation et sur ce que tel était le cas de la contrôleuse intervenue en l'espèce, qui avait été habilitée à cette fin par le président du conseil départemental par un arrêté du 28 juillet 2017 ».*

La Cour administrative d'appel confirme cette analyse et juge qu'en statuant ainsi, le tribunal administratif n'a pas commis d'erreur de droit. Il est désormais clair que *« si les contrôles portant sur les déclarations des bénéficiaires du revenu de solidarité active peuvent être conduits par des agents de droit privé, assermentés et agréés, chargés d'une telle mission par le directeur de la caisse d'allocations familiales assurant le service de cette prestation, ils peuvent l'être également par des agents départementaux désignés à cette fin par le président du conseil départemental, dont il ne résulte d'aucune disposition qu'ils devraient être assermentés ».*

Conseil d'Etat, 16 juin 2026, n° 508550

#PROCEDURE
#CRA

Placement en rétention administrative fautif : le juge administratif n'est pas compétent pour reconnaître la responsabilité de l'Etat

Le requérant a voulu engager la responsabilité de l'Etat du fait de son placement en rétention administrative qu'il estimait fautif. Le tribunal administratif de Bordeaux a statué sur sa demande et a rejeté sa requête…mais il aurait dû se déclarer incompétent pour connaître d'un tel litige. C'est l'objet du moyen d'ordre public relevé d'office par le Conseil d'Etat. Et pour cause, l'article L. 741-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que : *« L'étranger qui fait l'objet d'une décision de placement en rétention peut la contester devant le juge des libertés et de la détention, dans un délai de quarante-huit heures à compter de sa notification. / Il est statué suivant la procédure prévue aux articles L. 743-3 à L. 743-18 ».* Le Conseil d'Etat juge que *« Les décisions de placement en rétention administrative étant susceptibles de recours devant le juge judiciaire, celui-ci est, dès lors, compétent pour connaître des demandes d'indemnité fondées sur l'illégalité dont elles seraient entachées ».*

Il en résulte que le tribunal administratif de Bordeaux a méconnu l'étendue de sa compétence juridictionnelle et que le jugement doit être annulé. La demande étant portée devant un ordre incompétent, le Conseil d'Etat n'a pu que la rejeter.

Conseil d'État, 6ème - 5ème chambres réunies, 3 août 2026, n°499895

#JURISPRUDENCE
#LAICITE

La seule présence d'une marque visible sur le front, conséquence d'une pratique religieuse, ne suffit pas à traduire une volonté de méconnaître l'obligation de neutralité dans le cadre du service

Dans le cadre d'un contentieux relatif à un refus d'agrément opposé à un candidat d'agent de police, le Conseil d'Etat a précisé l'analyse à avoir en cas de marque visible faisant état d'une pratique religieuse.

En premier lieu, le Conseil d'Etat rappelle que *« les agents de la police nationale bénéficient comme tous les autres agents publics de la liberté de conscience qui interdit toute discrimination dans l'accès aux fonctions comme dans le déroulement de la carrière qui serait fondée sur leur religion »* tout en précisant que *« le principe de laïcité fait obstacle à ce qu'ils manifestent leurs croyances religieuses dans le cadre du service public »*. En deuxième lieu, le Conseil d'Etat ajoute qu'il convient de déterminer si la marque visible traduit en tant que telle *« une volonté du candidat de manifester ses croyances religieuses dans le cadre du service »* mais également si la marque est susceptible *« de traduire la manifestation d'une croyance religieuse dans le cadre du service. ».* En troisième lieu, l'enquête administrative doit, en outre, permettre de vérifier que, malgré cette marque apparente, *« l'intéressé exercerait ses futures fonctions en se conformant, dans le cadre du service, à l'obligation de neutralité qui s'imposerait à lui »*, la seule présence de cette marque ne pouvant être regardée comme traduisant une volonté du candidat de méconnaître ces obligations.

En l'espèce, *« l'intéressé avait indiqué être prêt à en atténuer la visibilité afin qu'elle ne traduise pas de manifestation de croyance religieuse dans le cadre du service »*, dès lors le refus d'agrément ne pouvait se fonder sur la seule présence visible de cette marque.

Conseil d'État, 5ème - 6ème chambres réunies, 27 juillet 2026, n°499886, Publié au recueil Lebon



CERSEI : quand l'intelligence artificielle libère du temps pour l'accompagnement social



Ludovic HAMELIN,
HEMERGENS
Expert en développement managérial et en performance des collectivités

Dans un précédent numéro du Journal des Départements, nous présentions le programme SMART IA du Conseil départemental des Alpes-Maritimes. Lancé en 2025, il s'inscrit dans la continuité du « Smart Deal » impulsé par son Président, Charles-Ange Ginésy.

Le CERSEI en est une déclinaison opérationnelle particulièrement éclairante.

Cet outil utilise l'intelligence artificielle pour accompagner l'instruction et l'analyse des Contrats d'Engagement Réciproque (CER) des bénéficiaires du RSA.

Avant sa mise en place, les professionnels devaient consulter manuellement un volume important d'informations et consacrer du temps à des tâches répétitives d'analyse et de synthèse.

Avec le CERSEI, cette phase préparatoire peut être réalisée plus rapidement, en facilitant la synthèse des informations et en contribuant à harmoniser l'analyse des dossiers.

L'enjeu n'est toutefois pas de réaliser des gains de productivité mais de libérer du temps pour permettre aux professionnels de prioriser les tâches qui nécessitent leurs compétences.

Dans le cas du CERSEI, l'objectif est de permettre aux professionnels de se recentrer davantage sur ce qui constitue le cœur de leur métier : l'écoute, l'évaluation des situations et la construction de parcours d'insertion adaptés.

L'IA ne remplace donc pas leur expertise. Elle prend en charge une partie du travail préparatoire, tandis que l'analyse et la décision restent sous le contrôle des professionnels.

Pour les agents comme pour les usagers, les bénéfices attendus sont très concrets : moins de tâches répétitives, une analyse plus homogène et la possibilité de se consacrer davantage à l'accompagnement des personnes. Le gain de temps devient ainsi un gain de qualité et, potentiellement, un gain de sens dans le travail.

Le projet est également intéressant par l'importance accordée à la sécurité. L'application repose sur une architecture interne au Département, hébergée sur son réseau, sans sortie des données. Les accès sont sécurisés et tracés et les informations sensibles masquées. La supervision du DPO, l'audit humain et la traçabilité complètent le dispositif.

Surtout, l'IA ne prend aucune décision : elle soutient l'analyse, tandis que la décision et le contrôle restent entre les mains des professionnels. Le CERSEI illustre ainsi une approche intéressante de l'IA dans les collectivités : non pas automatiser pour automatiser mais utiliser la technologie pour redonner du temps à l'humain là où son expertise et sa relation avec l'usager sont les plus utiles.

C'est aussi l'une des ambitions du programme SMART IA du Département des Alpes-Maritimes : faire de l'intelligence artificielle un levier d'efficience et de modernisation de l'action publique, au service des agents comme des usagers.

Institut Quorum

Au cœur de l'opinion publique



Institut de sondage et d'analyse de l'opinion,
spécialisé dans les territoires et l'action publique locale.

MESURER **COMPRENDRE** **ANTICIPER** **AGIR**

Baromètres · Enquêtes habitants · Rapports d'opinion · Études sur mesure

Comprendre pour décider,
décider pour agir.

PARLONS DE VOTRE PROJET D'ÉTUDE

institut-quorum.fr · contact@institut-quorum.fr · 02 46 91 50 61



Partenariat MonSenior x Loré : donner une nouvelle échelle à l'habitat partagé et accompagné des seniors

MonSenior et Loré rapprochent leurs expertises, d'accompagnement social et d'aide au pilotage immobilier pour faire émerger des projets d'habitat sociaux et de qualité au cœur des territoires.

Le partenariat vise à faciliter le montage de projets d'habitats intermédiaires des seniors sur l'ensemble du territoire français.

MonSenior, entreprise agréée Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) fondée en 2019 et spécialisée dans la conception et la gestion de maisons d'accueil familial pour seniors, annonce l'officialisation de son partenariat avec Loré, l'éditeur français référent dans la digitalisation de la gestion immobilière, destiné aux organismes de logement social.

Allier le prendre soin et la maîtrise immobilière

Depuis plusieurs années, Loré a bâti une expertise dans l'aide au pilotage immobilier, largement reconnue par les bailleurs sociaux de France : cet éditeur connaît intimement les attentes, les contraintes réglementaires et les exigences du logement social. MonSenior, de son côté, développe activement une infrastructure d'habitats sociaux pour seniors en perte d'autonomie en s'appuyant sur la présence territoriale et l'expertise de ces mêmes acteurs du logement social.

Ce partenariat vise à traduire une ambition sociale forte en opérations réalistes, financièrement équilibrées pour les acteurs du logement social et favoriser des alliances de confiance entre l'ensemble des parties prenantes d'un projet immobilier à forte portée sociale.

APOCA : la digitalisation, un outil d'impact

Depuis son intégration en mars 2026, la suite logicielle APOCA développée par Loré a permis de structurer l'ensemble du processus de montage opérationnel et financier de MonSenior pour le déploiement de ses maisons d'accueil familial. Cet outil complet et ergonomique permet aux équipes opérationnelles de bâtir, pour chaque hameau, un montage fiable et transparent, condition indispensable pour convaincre leurs partenaires institutionnels et accélérer le déploiement de l'habitat intermédiaire sur l'ensemble du territoire.

« Concevoir de beaux projets d'habitats sociaux, partagés et accompagnés suppose de faire dialoguer le besoin d'agilité d'un modèle d'innovation sociale et la rigueur d'un montage immobilier. C'est pour cette raison que nous sommes heureux de pouvoir compter sur les outils développés par Loré pour déployer notre offre, en étroite collaboration avec les acteurs du logement social » explique Clément Venard, Directeur général et co-fondateur de MonSenior.

Congrès HLM 2026 : une présence commune à Bordeaux

Les contours de ce partenariat ont été dévoilés le à Bordeaux, à l'occasion du Congrès HLM, où les équipes de MonSenior ont été accueillies sur le stand de Loré.

Pour MonSenior, ce rendez-vous a été également l'occasion d'échanger avec l'ensemble de l'écosystème du logement social autour d'un même objectif : proposer aux personnes âgées en perte d'autonomie et aux adultes en situation de handicap des solutions d'habitat innovantes, sécurisées et déployables à grande échelle.

MonSenior, expert de l'accueil familial

Fondée en 2019, MonSenior, Entreprise agréée Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS, à lucrativité limitée), participe activement au développement de l'habitat partagé, accompagné et inséré destiné aux personnes âgées / en situation de handicap aux côtés des Départements et des Organismes de Logement Social.

Chaque habitat est occupé par un professionnel « du prendre soin », agréé par le Département, qui vit sur place avec sa famille et trois personnes âgées / handicapées qui y trouvent un accompagnement personnalisé, stimulant et respectueux.

Collectivement avec nos partenaires, nous développons un modèle d'innovation sociale pérenne sur l'ensemble du territoire national.

Loré, expert de la gestion des actifs immobiliers

Loré est l'éditeur français qui, depuis 2009, rend accessible la digitalisation pour tous les acteurs de l'immobilier. Fort de son expertise, Loré développe des solutions de gestion pérennes dédiées aux grands propriétaires et opérateurs, afin de maîtriser et sécuriser leur pilotage opérationnel. L'engagement client, la confiance, la transparence et la passion de l'innovation sont au cœur de son ADN.

ipanema.

AGENCE DE COMMUNICATION
MARQUE - DIGITAL - ÉDITORIAL - CAMPAGNES ET ACTIVATION



Pour une collectivité locale

Campagne
de communication
sur la RÉOMI



Pour un service public

Dispositif
de communication
sur l'inclusion



Pour un acteur de services de proximité

Activations digitales
et campagne
d'inscriptions

Ipanema est une agence
de communication indépendante
qui met en résonance les marques
territoriales avec leurs publics.

info@groupe-ipanema.com
+33 1 44 17 34 34
9, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris
groupe-ipanema.com

L'analyse vidéo intelligente : une nouvelle boîte à outils pour piloter les espaces publics

Sécurité, mobilité, propreté, attractivité touristique, entretien de la voirie : les collectivités territoriales doivent conjuguer des enjeux multiples, dont l'ampleur et la nature varient selon la taille de la commune, son profil urbain ou rural, et les spécificités de son territoire. Une métropole confrontée à des flux de circulation denses ne poursuit pas les mêmes priorités qu'une commune littorale soumise à une forte affluence touristique saisonnière, ou qu'une ville moyenne cherchant à optimiser des moyens humains limités.

Une même technologie peut répondre à cette diversité de besoins : l'analyse vidéo intelligente.

En s'appuyant sur les caméras déjà installées sur le territoire, des logiciels comme WINTICS reposant sur l'intelligence artificielle transforment de simples flux vidéo en données exploitables pour l'action publique. Sans reconnaissance faciale ni identification biométrique, et dans un cadre légal désormais mieux stabilisé, cette technologie constitue un outil de pilotage transversal, dont les usages s'adaptent aux besoins propres de chaque territoire.

Un même outil au service de priorités variées

L'analyse vidéo ne se limite pas à un usage unique, elle est un véritable outil de pilotage transverse pour la collectivité. Une même caméra de voirie, correctement exploitée par le logiciel WINTICS, peut nourrir des politiques publiques très différentes.

Elle peut permettre par exemple d'alerter la police municipale en cas de situation anormale sur l'espace public ; de l'aider à traiter plus efficacement les réquisitions judiciaires qu'elle reçoit en retrouvant rapidement une personne ou un véhicule dans les vidéos enregistrées ; de comptabiliser les flux de mobilité (véhicules, cyclistes, piétons) afin d'orienter les aménagements cyclables ; de superviser le stationnement et d'informer les automobilistes des places disponibles ; de mesurer la fréquentation d'un cœur de ville touristique pour évaluer l'attractivité du territoire ; ou encore de détecter des dépôts sauvages, des dégradations du mobilier urbain ou un défaut de signalisation.

Sécurité, environnement, mobilité, cadre de vie : quel que soit l'angle par lequel une collectivité aborde le sujet, l'analyse vidéo lui apporte une réponse concrète.



Rentabiliser des investissements déjà réalisés

Beaucoup de collectivités disposent déjà d'un parc de caméras conséquent, installé au fil des années pour des besoins de vidéoprotection. Un logiciel comme celui développé par WINTICS se connecte directement à ces caméras existantes, sans travaux ni nouvelle infrastructure, afin d'en démultiplier les usages. L'investissement initial dans la vidéoprotection, souvent circonscrit au seul objectif de sécurité, devient alors le socle d'une politique publique plus large couvrant de nombreux domaines.

Un cadre réglementaire désormais plus clair

Ce potentiel s'exerce dans un cadre juridique strict, garant de la protection des libertés individuelles. Les logiciels d'analyse vidéo autorisés n'effectuent ni reconnaissance faciale, ni analyse biométrique. Ils détectent des types d'objets ou des événements - un véhicule, un attroupement, un mouvement de foule - sans jamais identifier les personnes. C'est ensuite l'opérateur vidéo qui prend le relai et décide des suites à donner à cette alerte. Le recours au logiciel WINTICS s'inscrit dans le cadre du RGPD, du règlement européen sur l'intelligence artificielle (IA Act), du code de procédure pénale pour tout ce qui concerne les réquisitions, sans oublier l'autorisation préfectorale déjà exigée pour tout dispositif de vidéoprotection sur la voie publique. Autre évolution notable, la loi RIPOST (promulguée le 18 août 2026) élargit le champ d'application de l'analyse vidéo par rapport à ce qui avait été mis en place pour les JO 2024. Au-delà de la sécurité des grands événements, elle pose un cadre réglementaire pour le recours à l'analyse vidéo afin de sécuriser des bâtiments et lieux publics particulièrement exposés à des risques de terrorisme ou d'atteintes graves à la sécurité des personnes. Cela ouvre de nouvelles perspectives pour les collectivités souhaitant sécuriser des lieux sensibles.

> « Une même technologie peut répondre à cette diversité de besoins : l'analyse vidéo intelligente. »

Une prise en main plus accessible qu'on ne l'imagine

Une réserve demeure fréquemment exprimée par les élus et leurs équipes : la crainte d'une complexité technique excessive. Cette réserve est aujourd'hui largement infondée. Les interfaces des logiciels comme WINTICS ont considérablement gagné en ergonomie, portées par les mêmes avancées algorithmiques que celles de l'intelligence artificielle générative. Il est désormais possible d'interroger directement le système en langage naturel, par exemple en formulant la requête suivante : « Retrouve la voiture immatriculée AB-123-CD ». La maîtrise d'un outil complexe n'est plus requise : un agent de police municipale ou un technicien de voirie peut ainsi formuler sa demande en des termes courants, sans formation technique préalable.

Une porte d'entrée vers une série de cas concrets

Cet article est le premier d'une série dédiée à l'analyse vidéo pour les collectivités. Il a pour objectif de poser un constat initial sur cette technologie : l'analyse vidéo constitue un outil de pilotage transversal, capable de rentabiliser des investissements existants tout en respectant un cadre légal exigeant. Les prochains articles détailleront des usages précis - mobilité, stationnement, sécurité, propreté, affluence - afin de montrer, exemples à l'appui, ce que cette technologie change concrètement pour une collectivité.



Interventions non médicamenteuses : une offre thérapeutique à promouvoir

Activité physique adaptée, médiation animale, stimulation cognitive, art-thérapie… Les interventions non médicamenteuses occupent une place croissante dans l'accompagnement des personnes vivant avec la maladie d'Alzheimer ou une maladie apparentée. De plus en plus prescrites, elles sont pourtant de moins en moins mises en œuvre, par méconnaissance, manque de formation ou encore de moyens. Pour identifier les interventions efficaces et aider les professionnels de l'autonomie comme les particuliers à s'en emparer, la Fondation Médéric Alzheimer a fait des INM une de ses priorités d'action.

> « Intervention non médicamenteuse (INM) : protocole de prévention santé ou de soin efficace, personnalisé, non invasif, référencé et encadré par un professionnel qualifié »

En l'absence de traitement pour guérir de la maladie d'Alzheimer, certaines INM ont fait la preuve de leur efficacité. Elles permettent de ralentir son avancée, d'améliorer le fonctionnement cognitif, psychologique, social et physique et plus globalement la qualité de vie des personnes vivant avec la maladie.

Seulement, les interventions non médicamenteuses restent mal connues, l'information disponible dispersée, hétérogène et parfois difficile à appréhender, y compris par les professionnels de l'autonomie. Dès lors, des incompréhensions persistent : à quoi servent-elles ? Sont-elles à visée thérapeutique ou occupationnelle ? Sont-elles efficaces ?

Pourtant, leurs effets positifs pour les personnes vivant avec la maladie d'Alzheimer ont été évalués, démontrés. Les professionnels spécialisés sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à s'en emparer.

Selon l'enquête nationale menée par la Fondation Médéric Alzheimer en 2023, la prescription d'INM est en effet devenue quasi systématique dès le diagnostic posé : en 2023, 98 % des lieux de diagnostic (consultations mémoire labellisées et centres mémoire de ressources et de recherche) en prescrivaient, contre 73 % en 2019.

Mais ces prescriptions sont de moins en moins suivies d'effet. Les réticences augmentent du côté des personnes malades, mais surtout de leurs proches. Les professionnels invoquent pour leur part l'absence de prise en charge financière, le turnover du personnel ou encore le manque de formation.

Face à ces constats, la Fondation Médéric Alzheimer s'est engagée pour soutenir le déploiement des interventions non médicamenteuses. Elle organise chaque année un appel à projet dédié, mène des études et des enquêtes de terrain, mais aussi des actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

Pour accroître la connaissance sur les INM, la Fondation a également publié le guide « *Interventions non médicamenteuses et maladie d'Alzheimer – Comprendre, connaître, mettre en œuvre* », et lancé en septembre le portail Alz'INM, un outil agile et dynamique destiné aux professionnels comme au grand public.

Découvrez le portail Alz'INM :



Inventons aujourd'hui les territoires de demain.

Découvrez les solutions Orange
pour développer, optimiser et protéger votre territoire.



orange™

dalkia
GROUPE EDF



Dalkia : pionnier et leader de la géothermie, partenaire de votre transition énergétique

Face aux défis climatiques, la géothermie s'impose comme une solution locale, durable et bas-carbone. Chez Dalkia, elle est une pierre angulaire de la décarbonation depuis des décennies. Forts de plus de 50 ans d'expérience, nous avons développé une expertise unique, de l'exploration du sous-sol à l'exploitation de réseaux de chaleur performants, au service de nos clients.

Pourquoi choisir Dalkia ?

Nous maîtrisons l'ensemble de la chaîne de valeur, garantissant des projets fiables et optimisés. Nos 70 installations témoignent de notre savoir-faire. Dalkia, c'est une équipe d'experts dédiée, capable de s'adapter à chaque territoire. Nous investissons massivement dans l'innovation et l'exploration pour tripler le nombre de nos installations d'ici 10 ans.

Dalkia s'engage :

- **réduction des émissions de CO_2,**
- **stabilité des prix de l'énergie,**
- **création d'emplois locaux.**

Avec Dalkia, faites le choix d'un avenir énergétique *responsable* et *performant*

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



LA CHRONIQUE SANTÉ

La Chronique Santé :

Du service sanitaire à l'installation : créer le lien avec les futurs soignants

PRÉSENTÉE PAR ALEXANDRE CHÉROUX

Depuis 2018, tous les étudiants en santé doivent effectuer 6 semaines de « **service sanitaire des étudiants en santé** » (**SSES**). Le dispositif repose sur plusieurs grands objectifs, parmi lesquels on retrouve l'**initiation à la prévention**, la réalisation d'**actions concrètes sur le terrain** et le **développement de l'inter-professionnalité**. Pour nos quelques 47 000 étudiants en médecine, pharmacie, dentaire, kinésithérapie, maïeutique, soins infirmiers, le service sanitaire offre une **première expérience de terrain au contact des populations**. Pour les collectivités, il peut aussi représenter une **opportunité**. Celle de faire **découvrir leur territoire** aux futurs professionnels de santé, tout **en répondant aux enjeux locaux de prévention**. Mais l'**attractivité** se construit-elle vraiment au moment où un jeune professionnel cherche son premier poste ou son lieu d'installation ? **Elle peut commencer bien plus tôt**.

Le service sanitaire : une première rencontre avec le territoire

En permettant aux étudiants en santé de mener des **actions de prévention** auprès des populations, le service sanitaire les confronte à une autre réalité de leur futur métier : celle des **besoins de santé d'un territoire et de ses habitants**. Écoles, associations, collectivités, structures de santé ou événements locaux deviennent autant de **lieux de rencontre et d'expérience**.

Pour les territoires, cette **immersion** constitue également une occasion de montrer leurs **initiatives**, leurs **professionnels**, leurs structures et leur cadre de vie. Un étudiant qui intervient, échange avec des soignants locaux ou découvre une organisation territoriale ne repart pas uniquement avec une expérience pédagogique : il repart aussi avec **une représentation concrète du territoire**.

De la sensibilisation à l'expérience, un parcours à construire

Cette logique s'inscrit dans la continuité d'une **sensibilisation aux métiers de la santé dès le lycée**, déjà évoquée dans une précédente Chronique Santé de DocTripper. Donner envie aux jeunes de s'intéresser aux professions de santé, leur faire découvrir la diversité des métiers et des modes d'exercice constitue **une première étape.**

Viennent ensuite les stages, puis les remplacements et les premières expériences professionnelles. **À chaque étape**, le territoire peut créer une relation avec les futurs soignants. L'enjeu est de **construire un véritable continuum** : sensibiliser, faire découvrir, accueillir, accompagner… puis **donner envie de revenir et de s'installer**.

Le service sanitaire permet également de donner **un avant-goût de l'exercice coordonné** à l'étudiant, suscitant ainsi intérêt et vocations.





Les étudiants, acteurs de prévention

DocTripper s'inscrit concrètement dans cette dynamique. Lors des éditions 2025 et 2026 du **Tournoi National des Quartiers et Campagnes**, des étudiants en dentaire de l'académie de Bordeaux ont participé à des ateliers de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes populations. Une action qui illustre la **complémentarité entre formation, prévention et découverte du territoire**.

Ces expériences permettent aux étudiants de **sortir du cadre académique**, de **rencontrer des publics différents** et de **développer une approche plus territoriale** de leur futur métier. Pour les collectivités et leurs partenaires, elles constituent également une manière de créer du lien avec une nouvelle génération de soignants.

Les CPTS, partenaires naturels de cette stratégie

Comme nous l'évoquions dans une précédente Chronique Santé, les **Communautés professionnelles territoriales de santé** (CPTS) jouent elles aussi un rôle important dans **l'attractivité des territoires**. En fédérant les acteurs de santé locaux et en favorisant les liens entre professionnels, elles peuvent contribuer à offrir aux étudiants et jeunes professionnels une **première immersion cohérente** dans l'écosystème de santé local.

L'attractivité médicale ne se décrète pas : **elle se construit par l'expérience.** Du lycée au service sanitaire, du stage au remplacement, puis jusqu'à l'installation, **chaque rencontre** peut contribuer à changer le regard porté sur un territoire. Pour les collectivités, l'enjeu est donc de ne pas attendre que les futurs soignants cherchent leur destination, mais de **créer suffisamment tôt les occasions de leur donner envie de la découvrir**.

Envie d'en savoir plus sur le service sanitaire, ou de l'intégrer à votre stratégique de recrutement ? Les équipes de DocTripper vous conseillent et vous accompagnent.

contact@doctripper.com

SAISON 35 | JEUDI 26 & VENDREDI 27 NOVEMBRE 2026 À DEAUVILLE

FESTIVAL COM'SANTÉ

COMMUNICATION SANTÉ ET QUALITÉ DE VIE, INFORMER AUJOURD'HUI, MIEUX VIVRE DEMAIN

Le **Festival de la Communication Santé** est l'événement référence qui rassemble chaque année, à Deauville, l'ensemble des acteurs de la communication santé.

Laboratoires, Entreprises privées, Agences, Institutions, Syndicats, Start-ups et Associations de Patients y convergent pour échanger sur les meilleures pratiques, découvrir les tendances émergentes et célébrer les campagnes les plus innovantes à travers ses prix prestigieux.

Lieu d'inspiration et de networking de haut niveau, le Festival de la Communication incarne l'excellence d'un secteur en constante évolution.

GROUPE DELBO PRESSE partenaire du **#FestiComSanté**

contact@festicomsante.com

FESTIVALCOMMUNICATIONSANTE.FR

Mgéfi
groupe matmut

Quand on a plusieurs vies, on attend de sa mutuelle qu'elle les protège toutes






La mutuelle spécialiste de la protection santé et prévoyance des agents publics

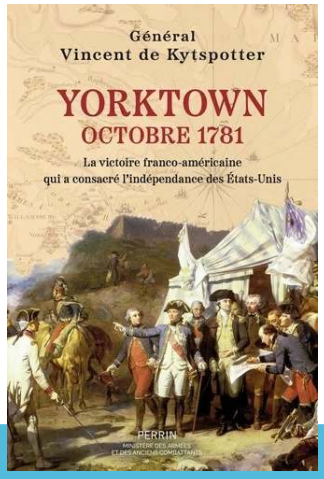
Basé sur 7 715 avis
Excellent ★★★★★ Trustpilot

Pour tout savoir de nos offres :
→ mgefi.fr

LIVRES Les choix littéraires de Simon HOUDEBERT



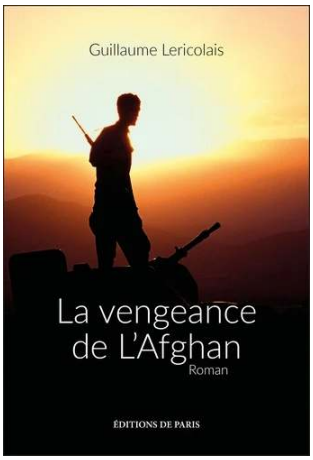
Simon Houdebert, Adjoint au maire de Vendôme en charge des finances et collaborateur de groupe au Sénat



Yorktown, octobre 1781. La victoire franco-américaine qui a consacré l'indépendance des Etats-Unis, par Vincent de KYTSPOTTER

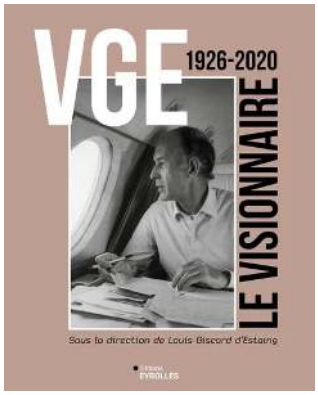
Dans *Yorktown, octobre 1781*, Vincent de Kytspotter revient sur la bataille décisive qui précipite la fin de la guerre d'Indépendance américaine. L'auteur met particulièrement en valeur le rôle essentiel joué par la France dans la victoire des insurgés américains contre la Grande-Bretagne.

L'ouvrage retrace l'engagement progressif de Louis XVI aux côtés des Américains, motivé notamment par la volonté française de prendre sa revanche après la défaite de la guerre de Sept Ans. En 1780, le corps expéditionnaire commandé par Rochambeau rejoint les forces de George Washington. Leur coopération aboutit à la campagne de Virginie et au siège de Yorktown. Kytspotter souligne également l'importance déterminante de la marine française. La victoire de l'amiral de Grasse dans la baie de Chesapeake empêche les Britanniques de secourir l'armée de Cornwallis, qui capitule le 19 octobre 1781. Au-delà de la bataille, l'auteur décrit Yorktown comme un remarquable exemple de coordination franco-américaine et comme un laboratoire militaire pour l'armée française, notamment dans les domaines de l'artillerie et de l'état-major.
Le livre rappelle ainsi que l'indépendance américaine repose largement sur l'engagement militaire, naval et financier de la France et réhabilite une victoire française longtemps éclipsée par les guerres de la Révolution et de l'Empire.



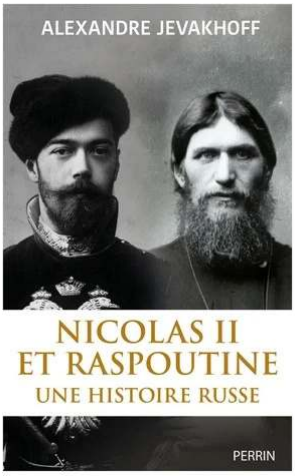
La Vengeance de l'Afghan, par Guillaume LERICOLAIS

Dans *La Vengeance de l'Afghan*, Guillaume Lericolais plonge le lecteur au cœur de la guerre d'Afghanistan, au moment où les forces occidentales commencent à envisager leur retrait après dix années de conflit. Dans les hautes vallées de Surobi, deux figures afghanes s'affrontent : le commandant Shakir Attulah Khan, puissant seigneur de guerre, et le mollah Hazrat, chef taliban. Tous deux combattent les Occidentaux, mais leurs ambitions rivales provoquent une lutte impitoyable pour le contrôle du territoire.
Le récit suit également deux Français engagés dans des camps opposés : un lieutenant de l'armée française, désabusé par une guerre dont il peine à comprendre le sens, et un jeune homme venu de banlieue qui a rejoint les rangs djihadistes. Leurs trajectoires permettent à l'auteur de présenter le conflit sous plusieurs angles, sans se limiter au seul regard occidental. Embuscades, attentats et trahisons rythment ainsi un roman où la guerre se mêle aux traditions afghanes. Lericolais accorde notamment une place centrale au *Pachtounwali*, le code d'honneur pachtoune, et au principe du *Badal*, qui associe justice et vengeance.
Le roman constitue ainsi une réflexion sur l'engagement, la violence, l'honneur et les limites de l'intervention occidentale en Afghanistan.



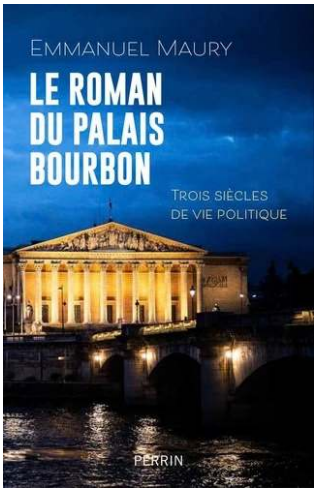
VGE - 1926-2020, le visionnaire, sous la direction de Louis GISCARD d'ESTAING

Cet ouvrage collectif retrace la vie, l'action et l'héritage de Valéry Giscard d'Estaing, président de la République de 1974 à 1981. À travers les contributions de responsables politiques, anciens collaborateurs, universitaires et témoins, le livre entend montrer les différentes facettes d'un homme qui ambitionna de moderniser profondément la France. L'ouvrage revient sur sa formation, son engagement militaire, son passage au ministère des Finances puis son accession à l'Élysée à 48 ans. Son septennat est notamment marqué par l'abaissement de la majorité à 18 ans, la légalisation de l'IVG portée par Simone Veil, la réforme du divorce et la transformation de l'audiovisuel public. Une large place est également consacrée à son action économique et internationale : développement du programme électronucléaire, création du G7 et approfondissement de la construction européenne aux côtés d'Helmut Schmidt. Son engagement européen après 1981 et son action en Auvergne complètent ce portrait. Richement illustré, le livre relève davantage de l'hommage que de la biographie critique. Il cherche avant tout à présenter VGE comme un acteur de la modernisation française et européenne et à mesurer l'empreinte durable de ses principales initiatives politiques.



Nicolas II et Raspoutine, par Alexandre JEVAKHOFF

Dans *Nicolas II et Raspoutine*, Alexandre Jevakhoff étudie la relation singulière qui unit le dernier tsar de Russie au mystérieux Grigori Raspoutine. L'auteur ne propose pas deux biographies parallèles : il analyse surtout la manière dont leur rencontre transforme progressivement la vie de la famille impériale et, indirectement, le fonctionnement du pouvoir russe.
Raspoutine gagne la confiance de Nicolas II et surtout de l'impératrice Alexandra, notamment en raison de l'influence qu'on lui prête sur la santé du tsarévitch Alexis, atteint d'hémophilie. Cette proximité nourrit rapidement rumeurs, campagnes de presse, intrigues de cour et accusations d'ingérence politique. Jevakhoff replace cependant cette relation dans une Russie en pleine mutation : tensions sociales, évolution du régime politique, poids de l'Église et bouleversements provoqués par la Première Guerre mondiale. À partir de sources souvent inédites ou oubliées, il cherche également à distinguer la réalité des nombreux mythes entourant Raspoutine. L'ouvrage montre finalement que cette relation, mêlant foi, fascination, inquiétudes familiales et luttes de pouvoir, contribue à fragiliser l'image de la monarchie. Elle devient ainsi l'un des symboles de la crise profonde qui précède la chute de l'Empire russe en 1917.



Le roman du Palais Bourbon, par Emmanuel MAURY

Dans *Le Roman du Palais Bourbon*, Emmanuel Maury retrace près de trois siècles d'histoire d'un bâtiment devenu l'un des principaux symboles de la vie politique française.
Construit au XVIIIe siècle comme demeure aristocratique, le Palais Bourbon accueille les représentants de la nation à partir de 1798. L'auteur raconte comment ce lieu accompagne les changements successifs de régime : Révolution, Empire, monarchies, IIe République, IIIe République puis Ve République. Le Palais Bourbon apparaît à la fois comme témoin et acteur des grandes crises françaises. Il est envahi lors des révolutions de 1848 et de 1870, menacé pendant les émeutes de février 1934, occupé par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale et devient, après 1958, le siège d'une Assemblée nationale profondément transformée par les institutions gaulliennes. Maury fait également revivre les grandes figures qui ont marqué ses tribunes : Lamartine, Gambetta, Clemenceau, Jaurès, de Gaulle, Mitterrand ou Simone Veil. Mêlant histoire politique, anecdotes et description des coulisses parlementaires, l'ouvrage montre comment le Palais Bourbon reflète les évolutions de la démocratie française. Plus qu'une simple histoire architecturale, il constitue ainsi une vaste fresque de la vie parlementaire et des passions politiques françaises.



ALCOME
L'éco-organisme pour la réduction des mégots dans l'espace public

Contre les mégots mal jetés, la prévention est notre priorité



Alcome déploie des **solutions concrètes et des campagnes de sensibilisation** pour **réduire durablement la présence de mégots** abandonnés dans l'espace public.

1,3
mégots tous les 10 m de voierie

+10
ans pour qu'un mégot se dégrade dans la nature

-40%
de mégots en moins au sol d'ici 2027

Un partenaire engagé aux côtés des collectivités

+ 2100 collectivités partenaires en France

Un soutien financier jusqu'à 2,08 euros par habitant.

Des solutions concrètes

SENSIBILISER
Campagnes nationales et locales, outils de sensibilisation, kits pédagogiques ...

EQUIPER
Distribution de cendriers de poche et installation de dispositifs de rue adaptés (soutien matériel et financier)

MOBILISER
Temps forts, médiations, partenariats locaux pour impliquer le plus grand nombre

EVALUER
Suivi des actions et mesure de l'impact pour atteindre ensemble, l'objectif de -40%

Chaque mégot compte. Chaque geste aussi.

#MonMégot OùIlFaut

Contactez-nous sur alcome.eco

Lumiplan

- Alertez
- Informez
- Favorisez la participation citoyenne



Borne tactile
Affichage légal

Application
Mobile

Panneau
d'information
numérique

N°1
EN FRANCE

Nos solutions informent chaque jour 20 millions de Français

CONTACT

15 antennes pour être proche de vous

Tél : 02 49 88 11 61

www.lumiplan.com

Une IA performante sait répondre.

Une IA de confiance sait aussi protéger.

Simplifier les démarches, automatiser les traitements, mieux exploiter les données du territoire grâce à l'IA… C'est utile. Garder la maîtrise des données publiques, c'est indispensable.

Avec nos solutions intelligentes, nous vous aidons à **gagner en efficacité dans un cadre souverain et sécurisé.**

Ce que ça change ? **Moins de temps passé sur les démarches, plus de temps pour les administrés.**
Et les données restent là où elles doivent être, hautement protégées.

Pour en savoir plus :
contactcommercial@docaposte.fr



DOCAPOSTE, une filiale du groupe La Poste - SAS au capital de 143 100 000 € - 493 376 008 RCS CRÉTEIL - Siège social : 45/47 Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry-sur-Seine - Réf. : APSPL - 09/2026 - C0 - Crédit photo : image générée par IA

Numérique citoyen.

DOCAPOSTE